ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 9 juin 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", et en ayant délibéré dans ses séances des 10 juin, 17 juin, 24 juin, 1er juillet et 8 juillet 1981, a donné le 8 juillet 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e juni 1981 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 10 juni, 17 juni, 24 juni, 1 juli en 8 juli 1981, en heeft de 8e juli 1981 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet a pour objet principal l'exécution de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour et l'éloignement des étrangers. Corrélativement, et à juste titre, il vise à intégrer dans notre réglementation nationale certaines règles internationales non directement applicables ou dont l'applicabilité directe est douteuse.

Tel qu'il est rédigé, le projet ne se borne cependant pas à ces dispositions nécessaires. Dans le but, louable en soi, de réunir en un seul texte l'ensemble des prescriptions intéressant la matière, d'une part, il répète des dispositions législatives ou internationales qui n'ont pas valeur réglementaire mais une autorité supérieure dans la hiérarchie des normes, et, d'autre part, il porte des règles matérielles de détail qui sont du domaine des instructions que le Ministre a le pouvoir de donner par simple circulaire aux administrations et aux agents chargés d'appliquer la loi.

Les avantages de cette méthode, par lesquels le projet de rapport au Roi s'efforce de la justifier, n'en compensent pas les inconvénients :

a) La répétition par un règlement d'une norme de valeur supérieure ou bien est textuelle, ou bien ne l'est pas. Dans le premier cas, elle est non seulement superflue, mais source de confusion, dans la mesure où elle pourrait donner à croire qu'il serait au pouvoir du Roi, qui en est l'auteur apparent, de la modifier, alors qu'il n'en va évidemment pas ainsi. Dans

.../...

le deuxième cas, si elle paraphrase la norme législative, que le Roi peut exécuter, mais non interpréter par voie d'autorité (1), le risque est grand que sa légalité soit contestable et qu'elle soit source d'insécurité juridique.

b) L'insertion de règles de détail dans un arrêté royal, outre qu'elle détourne l'attention des objets principaux de celui-ci et crée une impression de fatras, rend impossible de modifier ces règles sinon par un autre arrêté royal, alors qu'il est de leur nature d'être aisément et rapidement adaptables aux circonstances de fait de l'application de la loi et de la réglementation.

Pour ces raisons, le Conseil d'Etat proposera, au cours de l'examen du texte du projet, d'éliminer de celui-ci, d'une part, les redites et, d'autre part, les simples instructions qui n'y ont pas leur place.

Seules doivent être maintenues dans le projet :

1° les dispositions réglementaires que requiert l'exécution de la loi;

2° les dispositions qui, quoique n'ayant pas à proprement parler un caractère réglementaire, forment un ensemble avec les premières et rendent celles-ci compréhensibles;

3° les dispositions que requiert l'intégration dans le droit belge des règles internationales non directement applicables ou dont le caractère directement applicable est incertain.

II. Dans un certain nombre de cas, des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 ne concordent pas avec des règles internationales que la Belgique s'est engagée à intégrer dans sa

.../...

---

(1) Constitution, article 28.

législation. Il va de soi que, sauf dans l'éventualité où la règle internationale est directement applicable et où elle doit par conséquent prévaloir sur toute règle nationale, fût-elle législative, c'est la loi belge qu'il incombe au Roi d'appliquer.

III. Les origines internationales de bon nombre de règles reproduites dans le projet étant multiples, il se recommanderait que soit publiée en annexe à l'arrêté en projet ou au rapport au Roi une table de concordance et de références comparable à celle qu'il est d'usage de publier avec les arrêtés royaux de coordination. Le préambule est, à cet égard, forcément imprécis.

IV. Certaines dispositions du projet mériteraient d'être commentées de manière plus détaillée qu'elles ne le sont dans le rapport au Roi, auquel l'avis du Conseil d'Etat ne peut évidemment se substituer. Elles ont été indiquées verbalement au représentant du Ministre et aux fonctionnaires délégués, qui ont assisté à toutes les séances que le Conseil d'Etat, section de législation, a consacrées à l'examen du projet et qui ont pris, à cet examen, une part active et très utile.

V. Différentes dispositions du projet indiquent des délais dans lesquels l'étranger renvoyé ou expulsé doit quitter le territoire. Ces dispositions ne sont pas en harmonie avec les articles 7 et 25 de la loi.

.../...

Suivant l'article 7 :

"Sans préjudice des dispositions plus favorables contenues dans un traité international, le Ministre de la Justice ou son délégué peut donner l'ordre de quitter le territoire avant une date déterminée, à l'étranger qui ...".

Aux termes de l'article 25, alinéas ler, 2 et 3 :

"Le délai dans lequel l'étranger renvoyé ou expulsé doit quitter le territoire ne peut être inférieur à quinze jours pour l'étranger admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume, et à un mois pour l'étranger établi dans le Royaume.

Si des circonstances graves le requièrent, ce délai peut être abrégé par le Ministre de la Justice, sans qu'il puisse être réduit à moins de huit jours.

Dans des circonstances exceptionnellement graves, le Ministre de la Justice, s'il l'estime nécessaire pour la sauvegarde de l'ordre public ou de la sécurité nationale, peut faire ramener à la frontière l'étranger".

Ces dispositions confient au Ministre la compétence de déterminer la date avant laquelle l'ordre de quitter le territoire doit être exécuté, ainsi que le pouvoir d'abréger, le cas échéant, dans des circonstances graves, le délai minimum qu'elles fixent, ou encore, dans des circonstances exceptionnellement graves, de faire ramener l'étranger à la frontière.

Elles ne laissent pas place à un pouvoir du Roi de fixer des délais de renvoi ou d'expulsion pour chaque situation, comme le fait le projet, même si cette fixation est tempérée par la faculté que l'article 152 du projet confère au Ministre d'allonger ou d'abréger lesdits délais.

Il serait à la fois plus conforme à la loi et plus pratique que le Ministre fixe un délai dans chaque cas et que les

diverses dispositions qui prévoient des délais soient remplacées par une disposition générale qui pourrait remplacer l'article 152 dans la rédaction suivante :

"Le Ministre de la Justice ou son délégué fixe, dans chaque cas, conformément aux articles 7 et 25 de la loi, le délai accordé à un étranger pour quitter le territoire du Royaume".

Dans les cas où l'Administration communale est autorisée, par délégation, et avec une compétence liée, à notifier un ordre de quitter le territoire, il appartiendra au Ministre de faire connaître ses instructions en ce qui concerne le délai d'exécution de cet ordre.

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Le préambule serait mieux rédigé comme suit :

"Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

Vu la loi du 25 juin 1953 portant approbation de la Convention relative au statut des réfugiés et des annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951;

Vu la loi du 2 décembre 1957 portant approbation du Traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957, notamment ses articles 48, 49, 54, 56, 63, 189 et 191;

.../...

Vu la loi du 12 mai 1960 portant approbation de la Convention relative au statut des apatrides et de ses annexes, signées à New York le 28 septembre 1954;

Vu la loi du 20 juin 1960 portant approbation du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé à La Haye le 3 février 1958, notamment ses articles 2, 55 et 56;

Vu la loi du 30 juin 1960 portant approbation de la Convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles le 11 avril 1960;

Vu la loi du 29 mai 1962 portant approbation de la Convention, signée à Bruxelles le 19 septembre 1960, portant exécution des articles 55 et 56 du Traité instituant l'Union économique Benelux;

Vu la loi du 28 mars 1980 portant approbation des actes relatifs à l'adhésion de la République hellénique aux Communautés européennes, faits le 28 mai 1979, notamment ses articles 44 à 48;

Vu le règlement (C.E.E.) n° 1612/68 du 15 octobre 1968 du Conseil des Communautés européennes, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté;

Vu le règlement (C.E.E.) n° 1251/70 du 29 juin 1970 de la Commission des Communautés européennes, relatif au droit des travailleurs de demeurer sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi;

.../...

Vu la décision du 1er octobre 1963 du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux, relative au document d'identité prévu à l'article 1er de la Convention du 19 septembre 1960;

Vu la décision du groupe de travail ministériel pour la circulation des personnes de l'Union économique Benelux du 20 juin 1960 relative aux déclarations d'arrivée des étrangers prise en exécution de la Convention du 11 avril 1960;

Vu la décision du groupe de travail ministériel pour la circulation des personnes de l'Union économique Benelux du 28 décembre 1961 relative au droit de retour des réfugiés travailleurs;

Vu la décision du groupe de travail ministériel pour la circulation des personnes de l'Union économique Benelux du 28 juin 1967 relative à la circulation des étrangers;

Vu la décision du groupe de travail ministériel pour la circulation des personnes de l'Union économique Benelux du 8 décembre 1969 relative aux conditions d'entrée des étrangers;

Vu la décision du groupe de travail ministériel pour la circulation des personnes de l'Union économique Benelux du 14 avril 1978 relative à l'exécution du contrôle des personnes aux frontières extérieures du territoire du Benelux;

Vu la directive 64/221/CEE du 25 février 1964 du Conseil de la Communauté économique européenne pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers en matière de déplacement et de séjour justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique;

.../...

Vu la directive 68/360/CEE du 15 octobre 1968 du Conseil des Communautés européennes, relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des Etats membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté;

Vu la directive 72/194/CEE du 18 mai 1972 du Conseil des Communautés européennes, étendant aux travailleurs qui exercent le droit de demeurer sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi, le champ d'application de la directive du 25 février 1964 pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers en matière de déplacement et de séjour justifiées pour des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique;

Vu la directive 73/148/CEE du 21 mai 1973 du Conseil des Communautés européennes, relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des ressortissants des Etats membres à l'intérieur de la Communauté en matière d'établissement et de prestation de services;

Vu la directive 75/34/CEE du 17 décembre 1974 du Conseil des Communautés européennes, relative au droit des ressortissants d'un Etat membre de demeurer sur le territoire d'un autre Etat membre après y avoir exercé une activité non salariée;

Vu la directive 75/35/CEE du 17 décembre 1974 étendant le champ d'application de la directive 64/221/CEE pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers en matière de déplacement et de séjour justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique, aux ressortissants d'un Etat membre qui exercent le droit de demeurer sur le territoire d'un autre Etat membre après y avoir exercé une activité non salariée;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETES ET ARRETONS :".

Dispositif.

Il va de soi que les lois, les décrets et les règlements des Communautés européennes prévalent sur le projet. En ce qui concerne les directives, ce n'est pas entièrement exact (voir l'observation générale n° II).

Le chapitre ler, qui ne comporte qu'un seul article, et l'article ler devraient donc être omis.

Article 2.

L'alinéa ler reproduit inutilement l'article 2 de la loi du 15 décembre 1980 (ci-après dénommée "la loi" par commodité). Il doit donc être omis.

A la fin de l'alinéa 2, les mots "pour un court séjour", tout en étant parfaitement conformes à la terminologie de la loi, risquent de paraître quelque peu abstraits dans l'arrêté d'exécution. Il est proposé de les remplacer par "pour un séjour n'excédant pas trois mois". Cette observation vaut pour d'autres articles de la section première.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 de l'article 2, devenant l'article ler :

.../...

"Article ler.-

L'étranger possédant la nationalité d'un des pays énumérés à l'annexe I est autorisé, sur présentation d'un des documents mentionnés dans cette annexe à la suite de l'indication de son pays, à entrer dans le Royaume pour un séjour n'excédant pas trois mois".

Article 3.

Cette disposition fait double emploi avec l'article 2, 2°, de la loi. Elle doit être omise.

Article 4.

L'article est superflu. C'est en vertu de la Convention "Benelux" du 11 avril 1960 que l'étranger ici visé est autorisé à entrer dans le Royaume. S'il paraît utile de rappeler la règle, la place normale de ce rappel est dans la circulaire ministérielle qui rassemblera les instructions pour l'exécution des textes internationaux directement applicables, de la loi et de l'arrêté royal d'exécution.

Article 6.

Il ressort des explications fournies au Conseil d'Etat que l'alinéa 2 du paragraphe 2 est la reproduction d'une règle qui procède d'un accord franco-belge du 7 mars 1950. Il peut être utile de reproduire dans l'arrêté en projet des règles qui, comme celle-ci, procèdent d'accords bilatéraux. Mais il convient alors que l'origine en soit clairement signalée, ainsi qu'il a été suggéré dans l'observation

.../...

générale n° III, afin qu'il n'y ait pas de confusion quant à la place de la règle dans la hiérarchie des normes.

L'alinéa 3 du paragraphe 2 paraît avoir sa place dans la circulaire plutôt que dans l'arrêté.

Article 8.

L'alinéa ler de cette disposition devrait être rédigé comme suit :

"Ne sont pas admis comme documents de voyage valables les passeports collectifs ou les listes collectives émanant d'Etats ou de Gouvernements non reconnus par la Belgique, non plus que ceux qui sont émis par les autorités d'Afghanistan, de l'Albanie, de l'Angola, de la Bulgarie, de Cuba, de la Hongrie, du Laos, de la Mongolie Extérieure, du Mozambique, de la Pologne, de la République Démocratique d'Allemagne, du Campuchéa démocratique, de la République Populaire de Chine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de l'U.R.S.S. et du Vietnam".

Article 9.

L'alinéa ler devrait être rédigé comme suit :

"Les jeunes gens de moins de vingt et un ans, voyageant en groupe, sont autorisés à entrer dans le Royaume en vue d'un séjour n'excédant pas trois mois sur présentation d'un passeport collectif pour jeunes, en cours de validité,

.../...

délivré conformément à l'Accord européen du 16 décembre 1961 sur la circulation des jeunes sous couvert du passeport collectif entre les pays membres du Conseil de l'Europe".

La seconde phrase du 3. devrait être rédigée comme suit :

"Ils peuvent séjourner dans différentes communes, à condition de pouvoir justifier de manière quelconque de leur identité et à la condition que le chef ... (la suite comme au projet)".

Article 11.

Le texte suivant est proposé :

"Article 11.-

§ 1er. Le visa n'est pas requis des étrangers qui traversent le pays par la voie aérienne et qui ne sortent pas de l'aéroport pendant l'escale en territoire belge.

§ 2. Les membres du personnel navigant ... (la suite comme au projet).

Toutefois, le personnel navigant des lignes aériennes bulgare, polonaise, tchécoslovaque et soviétique reste soumis à l'obligation prévue par la loi".

Article 13.

L'alinéa 2 est superflu et doit être omis.

.../...

Article 14.

De l'accord des délégués du Ministre, le texte suivant est proposé :

"Article 14.-

L'étranger qui n'a pas eu la possibilité de se procurer en temps opportun le visa de transit ou le visa de voyage requis peut, exceptionnellement, être autorisé par les autorités chargées du contrôle aux frontières à entrer dans le Royaume.

Si l'accès est demandé par l'étranger à la seule fin de traverser le Royaume pour se rendre dans un pays tiers, les autorités chargées du contrôle aux frontières peuvent lui délivrer un visa de transit sans arrêt, à condition qu'il soit autorisé à se rendre dans le pays de destination et à transiter par le pays qu'il doit traverser en premier lieu pour atteindre le pays de destination.

Si l'étranger demande l'accès pour un court séjour, les autorités chargées du contrôle aux frontières peuvent lui délivrer un visa valable pour trois jours au maximum".

Article 15.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 15.-

§ ler. L'étranger dispensé du visa ... à entrer dans le Royaume, à condition :

.../...

1. qu'il possède des moyens de subsistance suffisants;
2. qu'il ne se trouve pas dans un des cas prévus à l'article 3, 2° à 4°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;
3. qu'il invoque des motifs impérieux à l'appui de sa demande;
4. que la durée de son séjour dans le Royaume ne paraisse pas devoir dépasser deux semaines;
5. qu'il soit porteur d'une pièce d'identité quelconque.

Il lui est délivré un laissez-passer spécial conforme au modèle figurant à l'annexe 10.

§ 2. Si les conditions visées au paragraphe 1er ne sont pas réunies ... (la suite comme au projet)".

Article 16.

Les paragraphes 2 et 3 constituent une reproduction, d'ailleurs déformée en ce qui concerne la charge de la preuve, de la règle portée par l'article 3, 1°, de la loi. En tant qu'ils contiennent des dispenses qui sont de droit, en vertu, soit du Traité Benelux, soit du Traité de Rome, soit d'autres Conventions internationales, soit de la loi, ils n'ont pas leur place dans l'arrêté en projet.

.../...

Article 17.

De l'accord des délégués du Ministre, le texte suivant est proposé :

"Article 17.-

Lorsque l'étranger est refoulé en vertu de l'article 3 de la loi, la décision de refoulement lui est notifiée, sauf dans le cas où il n'est pas porteur des documents requis, par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 11.

Au cas où l'étranger à refouler est porteur d'un visa valable, les autorités chargées du contrôle aux frontières soumettent le cas pour décision au Ministre de la Justice ou à son délégué. Si l'accès au territoire est refusé, elles annulent le visa et refoulent l'étranger".

Article 18.

L'alinéa 2 du paragraphe 1er doit être omis, de même que l'alinéa 3 du paragraphe 2.

Article 19.

De l'accord des délégués du Ministre, le texte suivant est proposé :

"Article 19.-

L'étranger voyageant par la voie maritime ne peut ni débarquer ni embarquer dans un port belge sans être contrôlé par le Commissaire maritime.

.../...

L'étranger voyageant par la voie aérienne ne peut quitter l'aérodrome sans être contrôlé par les autorités chargées du contrôle aux frontières".

Article 20.

Le texte suivant est proposé :

"Article 20.-

L'agent chargé du contrôle appose, tant à l'entrée qu'à la sortie, un timbre à date sur le passeport de l'étranger soumis à l'obligation du visa. Si le passage a lieu sous le couvert d'une autorisation tenant lieu de visa, le timbre à date est apposé sur cette autorisation.

Il est procédé à la même formalité mais à l'entrée seulement, pour l'étranger dont l'entrée dans le Royaume est subordonnée à la présentation d'un passeport".

Article 21.

L'alinéa ler reproduit inutilement l'article 5, alinéa ler, de la loi. Il doit être omis.

L'alinéa 2 pose la question qui a été évoquée dans l'observation générale n° II.

Les réductions de délais qu'il contient sont, en effet, prévues par la décision M/P(60)4 du Groupe de travail pour la Circulation des Personnes relative aux déclarations d'arrivée des étrangers :

-le 1° correspond à l'article 4 de la décision;

-le 2° à l'article 6;

-le 3° à l'article 5.

Ainsi que le reconnaît le Commentaire commun sur la convention concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, "les décisions prises par le Groupe de travail (ne sont) pas exécutoires par elles-mêmes" (cfr la brochure "Circulation des personnes", publiée par le Secrétariat général de l'Union économique Benelux, p. 21).

Or l'article 5 précité de la loi ne prévoit aucun cas de réduction du délai de huit jours qu'il accorde à l'étranger pour se faire inscrire.

Le Roi ne pouvant résoudre cette discordance qu'au bénéfice de la loi belge, l'alinéa 2 doit être omis, même s'il s'en suit le non-respect d'une obligation internationale.

Article 22.

Le 3° doit être omis quitte à ce que le rappel de la règle soit fait dans la circulaire.

Article 24.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 24.-

L'étranger qui entre en Belgique pour un séjour n'excédant pas trois mois reçoit de l'administration communale du lieu

.../...

où il loge un document établi conformément au modèle figurant à l'annexe 3.

Ce document est valable trois mois au maximum à partir de la date d'entrée dans le Royaume, à moins que le visa ou l'autorisation tenant lieu de visa, apposé sur le passeport ou le titre de voyage en tenant lieu, ne fixe une durée plus courte".

Article 25.

De l'accord des délégués du Ministre, cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 25.-

La décision du Ministre de la Justice ou de son délégué donnant l'ordre de quitter le territoire à l'étranger qui ne possède pas les documents requis pour pénéter dans le Royaume ou qui est manifestement démuni de moyens de subsistance suffisants et n'a pas la possibilité de se les procurer par l'exercice légal d'une activité lucrative, est notifiée au moyen du formulaire A, conforme au modèle figurant à l'annexe 12".

Article 26.

De l'accord des délégués du Ministre, le texte suivant est proposé :

"Article 26.-

La décision du Ministre de la Justice ou de son délégué donnant l'ordre de quitter le territoire à l'étranger autorisé ou admis à un séjour n'excédant pas trois mois est notifiée au

.../...

moyen du formulaire B, conforme au modèle figurant à l'annexe 13".

Article 27.

Cette disposition, qui reproduit l'article 9 de la loi, est superflue et doit être omise.

Article 28.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 28.-
Sous réserve de l'article ..., sont dispensés de l'autorisation de séjour provisoire :

1. les ressortissants monégasques;
2. les ressortissants finlandais, islandais, norvégiens, suédois et suisses et ceux du Liechtenstein, à l'exclusion de ceux qui se rendent en Belgique pour y exercer une activité lucrative".

Article 30.

Le paragraphe 1er fait double emploi avec l'article 5 de la loi. Pour le surplus, le texte suivant est proposé :

"Article 30.-
§ 1er. Lorsque l'étranger qui vient en Belgique pour un séjour de plus de trois mois est porteur d'une autorisation de séjour provisoire, l'administration communale procède à son

.../...

inscription au registre des étrangers et lui délivre le certificat d'inscription à ce registre.

Si l'autorisation de séjour provisoire est limitée dans le temps, le certificat d'inscription est limité à cette durée.

§ 2. Lorsque l'étranger est dispensé de l'obligation de l'autorisation de séjour provisoire, l'administration communale, sur le vu de la justification des moyens de subsistance, procède comme il est prévu au paragraphe 1er.

Si l'administration communale estime que la preuve des moyens de subsistance est insuffisante, elle délivre à l'étranger une attestation d'immatriculation, modèle A, conforme à l'annexe 4.

Cette attestation couvre le séjour pendant trois mois dans l'attente de la décision du Ministre de la Justice ou de son délégué.

En cas de décision favorable ou si, dans le délai de trois mois, aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale, celle-ci délivre le certificat d'inscription au registre des étrangers.

Si le Ministre de la Justice ou son délégué décide que l'étranger n'est pas autorisé au séjour, il lui donne l'ordre de quitter le territoire. L'administration communale notifie ces deux décisions par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 14".

.../...

Le dernier alinéa du paragraphe 3 doit être omis pour la raison indiquée dans l'observation générale n° V.

Article 31.

Le texte suivant est proposé pour cette disposition :

"Article 31.-

Lorsque l'étranger se prévaut du droit de séjour, l'administration communale lui délivre, sur production de la preuve qu'il se trouve dans un des cas énumérés à l'article 10, 2°, 3° et 4°, de la loi, un document établi conformément au modèle figurant à l'annexe 15.

Ce document couvre provisoirement son séjour pendant trois mois au maximum dans l'attente de la décision du Ministre de la Justice ou de son délégué.

En cas de décision favorable ou, si, dans le délai de trois mois, aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale, celle-ci délivre le certificat d'inscription au registre des étrangers.

Si le Ministre de la Justice ou son délégué décide que l'étranger n'a pas le droit de séjour, il lui donne l'ordre de quitter le territoire. L'administration communale notifie ces deux décisions par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 14".

.../...

Article 32.

Cet article doit être omis, car il est superflu s'il se borne à paraphraser l'article 7 de la loi et il serait illégal dans l'hypothèse inverse.

Article 33.

Les alinéas 2 et 3 doivent être omis, car ils font double emploi avec la réglementation en matière de tenue des registres de population.

Article 35.

Le texte suivant est proposé pour les alinéas 1er et 2 :

"Article 35.-

La demande d'autorisation d'établissement est introduite auprès de l'administration communale du lieu de la résidence au moyen d'un formulaire conforme au modèle figurant à l'annexe 16.

L'étranger qui satisfait aux conditions de l'article 15 de la loi reçoit l'autorisation d'établissement à partir du septième mois de son inscription au registre des étrangers".

Les alinéas 3 et 4 du texte en projet peuvent être omis.

.../...

Article 36.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 36.-

Dans l'attente d'une décision du Ministre de la Justice ou de son délégué, le certificat d'inscription au registre des étrangers est prorogé s'il y a lieu.

En cas de décision favorable ou si, dans un délai de cinq mois, aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale, celle-ci délivre la carte d'identité d'étranger.

Si le Ministre de la Justice ou son délégué rejette la demande, l'administration communale notifie cette décision à l'étranger par la remise du formulaire conforme au modèle figurant à l'annexe 17".

Article 37.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 37.-

§ ler. Le certificat d'inscription au registre des étrangers, la carte d'identité d'étranger et la carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes

.../...

sont conformes aux modèles figurant aux annexes 6 à 9.

§ 2. Le certificat d'inscription au registre des étrangers est valable un an à partir de la date de sa délivrance.

La carte d'identité d'étranger et la carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes sont valables cinq ans à partir de la date de leur délivrance.

§ 3. Les titres de séjour et d'établissement sont valables pour l'ensemble du territoire du Royaume".

Article 38.

L'alinéa 3 du paragraphe 1er relève de l'instruction administrative et doit être omis.

Article 39.

Le début de l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"L'obligation de demander la prorogation ou le renouvellement des titres précités est suspendue pour : ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 41.

La fin de l'alinéa ler devrait être rédigée comme suit :

" ... à l'étranger à qui une mesure d'éloignement du territoire est notifiée".

Article 43.

Le paragraphe ler et le paragraphe 2 doivent être omis comme faisant double emploi avec les dispositions générales relatives aux registres de la population.

L'alinéa 3 du paragraphe 3 et le paragraphe 4 doivent être supprimés pour la même raison.

Article 44.

Cet article doit être omis.

Article 46.

Le paragraphe ler fait double emploi avec l'article 19, alinéa ler, de la loi. Il doit être supprimé. Pour le surplus, le texte suivant est proposé pour l'ensemble de l'article :

"Article 46.-

§ ler. Pour pouvoir bénéficier du droit de retour prévu à l'article 19 de la loi, l'étranger est tenu :

.../...

-d'être en possession, au moment de son retour, d'un titre de séjour ou d'établissement en cours de validité;

-de se présenter dans les quinze jours de son retour à l'administration communale du lieu de sa résidence s'il s'est absenté durant plus de trois mois.

§ 2. L'étranger qui entend s'absenter pour une durée de plus de trois mois informe l'administration communale du lieu de sa résidence de son intention de quitter le pays et d'y revenir.

§ 3. L'étranger, titulaire d'un titre de séjour ou d'établissement valable peut exercer un droit de retour après une absence de plus d'un an à condition :

1° d'avoir, avant son départ, prouvé qu'il conserve en Belgique le centre de ses intérêts et informé l'administration communale du lieu de sa résidence de son intention de quitter le pays et d'y revenir;

2° d'être en possession, au moment de son retour, d'un titre de séjour ou d'établissement en cours de validité;

3° de se présenter dans les quinze jours de son retour à l'administration communale du lieu de sa résidence.

§ 4. L'étranger qui désire revenir dans le pays après la date d'expiration de son titre de séjour ou d'établissement, est tenu de demander, avant son départ, la prorogation ou le renouvellement de ce titre.

§ 5. L'étranger qui doit accomplir dans son pays ses obligations militaires légales, doit uniquement signaler son

.../...

absence à l'administration communale du lieu de sa résidence. A son retour en Belgique, il est replacé de plein droit dans la situation dans laquelle il se trouvait, à condition qu'il soit rentré dans les soixante jours suivant l'accomplissement de ses obligations militaires.

§ 6. L'étranger qui se présente à l'administration communale pour signaler son départ pour une cause déterminée est mis en possession d'une attestation conforme au modèle figurant à l'annexe 18".

Article 47.

Il y aura lieu de mettre les références de l'alinéa 1er en concordance avec la redistribution des paragraphes de l'article 46.

L'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"En cas de décision favorable ou si, dans ce délai, aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale, l'étranger est replacé dans sa situation antérieure".

A la fin de l'alinéa 5, il y a lieu de lire :

" ... par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 14".

Article 48.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 1er :

.../...

"L'administration communale proroge d'un an, par anticipation, le titre de séjour au cours du second semestre de sa validité et renouvelle, par anticipation, le titre d'établissement au cours du dernier semestre de sa validité dans le cas visé à l'article 46, § 4, ou à la demande de l'étranger, à condition que cette formalité soit nécessaire à l'obtention d'un visa".

L'alinéa 4 doit être omis.

Article 49.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 49.-

L'étranger porteur d'un titre de séjour ou d'établissement belge valable, peut rentrer dans le Royaume sous le seul couvert d'un de ces documents et de son passeport valable ou du titre de voyage en tenant lieu.

Toutefois, les ressortissants français, luxembourgeois et néerlandais peuvent rentrer en Belgique sur production de leur seul titre d'établissement belge en cours de validité".

Article 50.

Cet article doit être omis.

.../...

Article 51.

Cet article doit être omis.

Article 52.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa ler :

"Les documents à la production desquels l'article 41, alinéa ler, de la loi, subordonne l'entrée de l'étranger C.E. dans le Royaume sont ceux qu'énumère l'annexe 2".

L'alinéa 2 fait double emploi avec l'article 41 de la loi et doit, par conséquent, être omis.

Article 53.

L'alinéa ler doit être omis.

L'alinéa 2 pourrait être rédigé comme suit :

"Les autorités chargées du contrôle aux frontières sont habilitées à exiger les renseignements nécessaires en vue de leur permettre de vérifier si l'étranger fait partie d'une des catégories énumérées à l' article 40, alinéa 2, de la loi et, dans la négative,s'il n'est pas manifestement dépourvu de moyens de subsistance".

.../...

Article 54.

Cette disposition est superflue et, au surplus, inexacte car la notion de sécurité publique n'apparaît pas dans les directives des Communautés européennes. Elle doit être omise.

Article 55.

Cet article doit être omis, car il fait double emploi avec les dispositions concernant les registres de population. Il est au surplus inexact en ce qui concerne les étrangers qui logent à l'hôtel.

Article 56.

A l'alinéa ler du paragraphe ler, il y a lieu d'écrire "sur le vu" et non "au vu" dans le texte français.

La même observation vaut pour l'ensemble du projet.

A l'alinéa 2, mieux vaudrait écrire : " ... conforme au modèle figurant à l'annexe 19".

Il ressort des explications fournies au Conseil d'Etat que l'administration communale aura, dans l'intention des auteurs du texte, une compétence entièrement liée. L'alinéa 4 serait dès lors mieux rédigé comme suit :

"Si des documents ont été produits ... . Dans la négative, elle remet à l'étranger un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20".

.../...

L'alinéa 5 doit être supprimé pour la raison indiquée dans l'observation générale n° V.

L'alinéa 2 du paragraphe 2 devrait être rédigé comme suit (cfr. article 31, alinéa 4, proposé) :

"Si le Ministre ..., il donne l'ordre à l'étranger de quitter le territoire. L'administration communale notifie ces deux décisions par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 21".

L'alinéa 3 doit être supprimé pour la raison indiquée dans l'observation générale n° V.

Article 59.

De l'accord des délégués du Ministre, la rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 59.-

L'étranger C.E. qui prétend être prestataire ou destinataire de services doit en apporter la preuve.

Sur production de cette preuve et sur le vu des documents requis pour son entrée, l'administration communale lui délivre soit une attestation d'immatriculation du modèle B, soit le document conforme au modèle figurant à l'annexe 22 selon que la durée prévue de la prestation est supérieure ou inférieure à trois mois".

Article 60.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

.../...

"Article 60.-

Les articles 56 à 59 sont applicables aux membres de la famille de l'étranger C.E., qui viennent s'installer avec lui.

Toutefois, les seuls documents à produire sont ceux qui prouvent qu'ils remplissent les conditions visées à l'article 40 de la loi.

Ils reçoivent le même titre que la personne qu'ils suivent.

Toutefois, s'ils ne possèdent pas la nationalité d'un Etat membre des Communautés européennes, il leur est délivré, selon le cas, une carte d'identité d'étranger ou une attestation d'immatriculation du modèle A".

Article 61.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 61.-

Par dérogation à l'arrêté royal du 14 novembre 1955 portant ..., l'enfant de moins de douze ans, dont l'ascendant est titulaire d'une carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes, peut être mis en possession d'une carte de séjour identique.

Toutefois, s'il ne possède pas la nationalité d'un Etat membre des Communautés européennes, il lui est délivré une carte d'identité d'étranger".

.../....

Article 63.

Cet article devrait être complété comme suit :

" ... conformément à l'article 9 de la loi".

Article 64.

Au paragraphe 1er, il y a lieu d'écrire :

"Le travailleur salarié grec ... est soumis :

1° aux dispositions de l'article 30 ... (la suite comme au projet, en adaptant les références);

...".

Le 3° doit être supprimé comme doit d'ailleurs l'être l'article 32 auquel il renvoie.

L'alinéa 2 du paragraphe 2 doit être rédigé comme suit (cfr. article 56, § 1er, alinéa 4) :

"S'il n'est pas titulaire du permis de travail, l'administration communale lui remet un document du modèle A, conforme à l'annexe 12".

L'alinéa 3 doit être supprimé pour la raison indiquée dans l'observation générale n° V.

Article 66.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 66.-

Les membres de la famille du travailleur salarié grec sont traités eu égard à la situation de séjour du travailleur lui-même.

Les seuls documents à produire sont ceux qui prouvent qu'ils remplissent les conditions fixées à l'article 40 de la loi.

Dès que le travailleur salarié grec a acquis le droit à l'emploi, les membres de sa famille sont mis en possession d'un titre identique à celui qui a été délivré à ce travailleur.

Toutefois, s'ils ne possèdent pas la nationalité d'un Etat membre des Communautés européennes, il leur est délivré, selon le cas, une carte d'identité d'étranger ou une attestation d'immatriculation du modèle A.

L'article 31 est applicable pour le surplus".

+

L'intitulé suivant est proposé pour la section 4 :

"Section 4 - Bénéficiaires des règlements et directives des Communautés européennes - Droit de demeurer des étrangers C.E. visés par la Directive du Conseil des Communautés européennes 75/34 du 17 décembre 1974".

+

Article 67.

L'alinéa ler serait mieux rédigé comme suit :

"Par droit de demeurer, on entend le droit reconnu au travailleur non salarié, ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes, de maintenir sa résidence dans le Royaume ou d'y revenir pendant un délai de deux ans à dater du moment où le travailleur a cessé d'exercer son activité professionnelle".

Article 68.

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 68.-

§ ler. Bénéficient du droit de demeurer :

1° l' étranger C.E. qui cesse son activité parce qu'il a atteint l'âge prévu pour faire valoir ses droits à une pension de vieillesse, à condition qu'il justifie avoir exercé son activité dans le Royaume pendant les douze derniers mois et y avoir résidé d'une façon continue depuis plus de trois ans;

2° l'étranger C.E. qui cesse son activité en raison d'une incapacité permanente de travail, à condition qu'il justifie d'une résidence continue de plus de deux ans dans le Royaume.

L'exigence de cette période de résidence est toutefois supprimée lorsque l'incapacité est due à un accident de travail ou à une maladie professionnelle ouvrant droit à une rente entièrement ou partiellement à charge d'une institution belge;

.../...

3° l'étranger C.E. qui cesse son activité dans le Royaume pour l'exercer sur le territoire d'un autre Etat membre des Communautés européennes, tout en continuant à résider sur le territoire du Royaume où il revient chaque jour ou au moins une fois par semaine, à condition qu'il justifie de trois ans d'activité en même temps que de résidence continue sur le territoire belge.

§ 2. Les périodes d'activité dans un autre pays membre des Communautés européennes sont considérées comme accomplies sur le territoire belge pour l'appréciation des périodes d'activité prévues dans les cas visés au paragraphe 1er.

Les conditions de durée de résidence et d'activité exigées au paragraphe 1er ne sont pas requises pour l'obtention du bénéfice du droit de demeurer lorsque le conjoint de celui qui exerce une activité non salariée a la nationalité belge ou l'a perdue à la suite de son mariage avec l'intéressé".

Article 69.

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 69.

Peuvent également bénéficier du droit de demeurer, les membres de la famille d'un travailleur non salarié, visés à l'article 40, alinéa 3, de la loi, qui résident avec lui sur le territoire du Royaume, à condition que le travailleur lui-même ait acquis le droit de demeurer sur le territoire du Royaume, conformément à l'article 68. Cette disposition s'applique même après le décès de l'intéressé.

.../...

Toutefois, si le travailleur est décédé au cours de sa vie professionnelle, et avant d'avoir acquis le droit de demeurer sur le territoire du Royaume, les membres de la famille bénéficient de ce droit à l'une des conditions suivantes :

-que le travailleur ait résidé en Belgique de façon continue depuis deux ans à la date de son décès;

-que le décès soit dû aux suites d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle;

-que le conjoint survivant soit Belge ou ait perdu la nationalité belge à la suite de son mariage avec le travailleur".

Article 70.

Le paragraphe ler serait mieux rédigé comme suit :

"§ ler. Si l'étranger C.E. est titulaire d'une carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes en cours de validité au moment où il accède au bénéfice du droit de demeurer, le titre d'établissement dont il est titulaire reste valable jusqu'à son expiration.

Pour obtenir le renouvellement de ce titre, l'étranger C.E. est tenu de justifier ... (la suite comme au projet)".

A l'alinéa 3 du paragraphe 2, les mots "conforme au modèle figurant à l'annexe 19" doivent être insérés après les mots "une demande d'établissement".

.../...

Article 71.

Le début de cette disposition devrait se lire comme suit :

"Les membres de la famille du travailleur non salarié ...".

+

Le contenu de la section 5 pourrait être simplifié en remplaçant les articles 72 à 74 par la disposition unique suivante :

"Article ... .-

Pour pouvoir bénéficier de l'article 40, alinéa 4, de la loi, les personnes qui y sont visées doivent faire la preuve de leur lien de parenté ou d'alliance avec un Belge ou avec le conjoint de celui-ci".

+

L'intitulé de la section 6 serait plus correctement rédigé comme suit :

"Section 6 - Etrangers ressortissants d'un Etat membre des Communautés européennes, auxquels il n'est pas fait application des sections 1, 2 et 3".

.../...

Article 75.

Le texte suivant est proposé pour cette disposition :

"Article 75.-

Par étranger ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes, auquel il n'est pas fait application des sections 1, 2 et 3, on entend tout ressortissant d'un de ces Etats qui ne peut revendiquer le bénéfice des dispositions desdites sections ou qui ne souhaite pas s'en prévaloir".

Article 76.

Les deux premiers alinéas du paragraphe 1er seraient mieux rédigés comme suit :

"L'étranger visé à l'article 75, qui envisage de séjourner plus d'un an dans le Royaume est, sur le vu des documents requis pour son entrée, inscrit au registre des étrangers et mis en possession d'une attestation d'immatriculation du modèle B, valable trois mois à partir de la date de sa délivrance et susceptible d'être prorogée une fois pour la même durée.

Au moment de son inscription, il est tenu d'introduire une demande d'autorisation d'établissement établie conformément au modèle figurant à l'annexe 16".

L'alinéa 4 devrait être rédigé comme suit (cfr. article 56, alinéa 4) :

"Si aucune preuve n'est produite, l' administration communale remet à l'étranger un document conforme au modèle figurant à l'annexe 23".

.../...

L'alinéa 5 doit être omis pour la raison indiquée dans l'observation générale n° V.

A l'alinéa ler du paragraphe 2, il convient de lire : "à l'inscription de l'étranger au registre ...".

Pour la rédaction de l'alinéa 2, il y a lieu de s'inspirer du texte proposé à l'article 31, alinéa 4, et d'écrire à la fin de l'alinéa : " ... d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 24".

Article 77.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 77.-

L'étranger visé à l'article 75 qui envisage de séjourner dans le Royaume pour une durée supérieure à trois mois et inférieure à un an est, sur le vu des documents requis ... valable trois mois à partir de la date de sa délivrance et susceptible d'être prorogée de trois en trois mois".

Article 78.

Le texte suivant est proposé :

"Article 78.-

L'étranger visé à l'article 75, qui entre en Belgique pour un séjour n'excédant pas trois mois, reçoit de l'administration communale du lieu où il loge un document conforme au modèle figurant à l'annexe 3.

.../...

Ce document est valable trois mois au maximum à partir de la date d'entrée dans le Royaume.

Si l'étranger n'est pas porteur des documents requis pour son entrée, le Ministre de la Justice ou son délégué lui donne l'ordre de quitter le territoire. Cette décision est notifiée par la remise d'un document modèle A, conforme à l'annexe 12. L'article 26 est applicable dans les autres cas".

L'alinéa 6 du paragraphe 1er doit être omis pour la raison indiquée dans l'observation générale n° V.

Le paragraphe 2, dont l'objet a été inclus dans le texte proposé, doit être omis.

Article 79.

Le texte suivant est proposé pour cette disposition :

"Article 79.-

§ 1er. L'étranger visé à l'article 75, qui, tout en séjournant en Belgique, continue à exercer une activité lucrative dans un pays limitrophe est, sur le vu des documents requis pour son entrée, inscrit au registre des étrangers et mis en possession d'une attestation d'immatriculation du modèle B, valable trois mois à partir de la date de sa délivrance.

Ce document de séjour est prorogé d'année en année dès que l'étranger produit soit une déclaration d'engagement de l'employeur ou une attestation de travail, soit les documents justifiant l'exercice de sa profession.

.../...

§ 2. L'étranger visé à l'article 75 qui, tout en faisant des études dans un établissement d'enseignement supérieur situé dans la zone frontalière d'un pays limitrophe, vient séjourner dans la zone frontalière belge est, sur le vu des documents requis pour son entrée, inscrit au registre des étrangers et mis en possession d'une attestation d'immatriculation du modèle B, valable trois mois à partir de la date de sa délivrance.

Dès que l'étranger C.E. produit l'attestation certifiant qu'il est inscrit en qualité d'étudiant régulier dans l'établissement qui la délivre ... (la suite comme au projet)".

Article 80.

La fin de l'alinéa 1er devrait se lire :

" ... est, sur le vu des documents requis pour son entrée, inscrit au registre des étrangers et mis en possession d'une attestation d'immatriculation du modèle B, valable trois mois à partir de la date de sa délivrance".

A l'alinéa 3, le mot "prorogeable" devrait être remplacé par "susceptible d'être prorogé".

L'alinéa 4 devrait être rédigé comme suit :

"Si aucune preuve n'est produite, l'administration communale remet à l'étranger un document modèle A, conforme à l'annexe ...".

.../...

L'alinéa 5 doit être omis pour la raison indiquée dans l'observation générale n° V.

Article 81.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 81.-
Les membres de la famille de l'étranger visé à l'article 75 sont traités conformément aux articles 76 à 80.

Ils doivent apporter, au moment de leur inscription, la preuve de leur lien de parenté ou d'alliance avec le ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes qu'ils viennent rejoindre".

Article 82.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 82.-
Pendant toute la durée de leur séjour dans le Royaume, l'étranger visé à l'article 75 et les membres de sa famille peuvent demander l'application des dispositions de la section 2 du présent chapitre".

Article 83.

Cet article est superflu et doit être omis.

.../...

Article 84.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 84.-

Les ressortissants luxembourgeois et néerlandais, porteurs des documents requis pour l'entrée, ne peuvent être refoulés que pour l'un des motifs énumérés à l'article 3, 3° et 4°, de la loi.

La décision de refoulement leur est notifiée par la délivrance du document conforme au modèle figurant à l'annexe 11".

Article 85.

Cet article doit être omis.

Articles 86 et 87.

Ces deux dispositions sont superflues.

Article 88.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 88.-

Il est délivré une carte d'identité d'étranger aux ressortissants luxembourgeois et néerlandais qui, tout en séjournant en Belgique, continuent à exercer une activité lucrative dans un pays limitrophe".

.../...

Article 89.

Cette disposition doit être omise.

Article 90.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 1er :

"L'étranger qui se présente à la frontière sans être porteur des documents requis et qui se déclare réfugié est autorisé à entrer dans le Royaume.

Les autorités chargées du contrôle aux frontières lui remettent un document conforme au modèle figurant à l'annexe 25".

L'alinéa 2 relève de l'instruction administrative et doit être omis.

Article 91.

Les deux premiers alinéas du paragraphe 2 devraient être remplacés par la disposition suivante :

"§ 2. Dans le cas prévu à l'article 50, alinéa 1er, 2°, de la loi, les autorités visées par cette disposition remettent à l'intéressé le document conforme au modèle figurant à l'annexe 26".

L'alinéa 3 relève de l'instruction administrative et doit être omis.

.../...

Article 93.

Le texte suivant est proposé :

"Article 93.-

L'attestation d'immatriculation délivrée à l'étranger qui a demandé sa reconnaissance comme réfugié est prorogée de mois en mois de manière à couvrir le séjour jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande.

Lorsque le Ministre de la Justice a décidé que l'étranger ne serait pas admis à séjourner en qualité de réfugié dans le Royaume, il lui donne l'ordre de quitter le Royaume. L'administration communale notifie les décisions du Ministre par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 14 et elle procède au retrait de l'attestation d'immatriculation et des documents délivrés au moment où l'étranger se déclarait réfugié".

L'alinéa 3 doit être omis pour la raison indiquée dans l'observation générale n° V.

Article 94.

Au début de cet article, il y a lieu de lire :

"L'étranger reconnu comme réfugié est, sur le vu, ...".

Article 95.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Article 95.-

L'étranger qui n'est pas reconnu comme réfugié est tenu de quitter le territoire.

Le Ministre de la Justice ou son délégué lui en donne l'ordre. L'administration communale lui remet un document conforme au modèle figurant à l'annexe 13 et elle procède au retrait de l'attestation d'immatriculation et des documents délivrés au moment où il se déclarait réfugié".

Article 96.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 96.-

Les autorités chargées du contrôle aux frontières remettent à l'étranger qui entre régulièrement dans le Royaume et qui se déclare réfugié un document conforme au modèle figurant à l'annexe 25".

Article 97.

Cette disposition devrait être rédigée comme suit :

"Article 97.-

Les autorités visées à l'article 50, alinéa 1er, 2°, de la loi, remettent à l'étranger visé à l'article 51 de cette même loi un document conforme au modèle figurant à l'annexe 26".

.../...

Article 98.

A l'alinéa 2 du paragraphe 1er, il y a lieu de lire :

"Celle-ci, sur le vu ... et à la remise d'une attestation d'immatriculation ... à partir de la date de sa délivrance".

Les alinéas 2 et 3 du paragraphe 2 gagneraient à être rédigés comme suit :

"Celle-ci, sur le vu des documents requis pour son entrée et du document remis par l'une des autorités énumérées à l'article 50, alinéa 1er, 2°, de la loi, procède à l'inscription au registre des étrangers et remet une attestation d'immatriculation du modèle A, valable trois mois à partir de la date de sa délivrance.

Si l'étranger est déjà titulaire d'une déclaration conforme au modèle figurant à l'annexe 3, ce document lui est retiré par l'administration communale".

Article 99.

Cet article doit être omis.

Article 100.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 100.-

L'article 93, l'article 94 et l'article 95 sont applicables aux cas visés à l'article 98".

.../...

Article 103.

L'article devrait être rédigé comme suit (cfr. article 95) :

"L'étranger visé à l'article 98, qui n'est pas reconnu comme réfugié, est tenu de quitter le territoire.

Le Ministre de la Justice ou son délégué... (la suite comme à l'article 95 proposé)".

Article 104.

La règle portée par cet article va de soi. Tout au plus pourrait-elle figurer dans une circulaire.

Article 108.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 108.-

Les membres de la famille de l'étranger qui demande à être reconnu comme réfugié reçoivent une attestation d'immatriculation du modèle A dont la durée de validité est la même que celle du document de séjour de l'étranger".

Les alinéas 2 et 3 du paragraphe 1er, et le paragraphe 2 qui fait double emploi avec l'article 10 de la loi, sont superflus et doivent être omis.

+

.../...

A la section 3, il y a lieu de lire dans l'intitulé : "Réfugiés reconnus dans un autre Etat".

+

Au début de la section 3, il y aurait lieu d'introduire un article nouveau, rédigé comme suit :

"Article ....-

La présente section s'applique aux étrangers reconnus comme réfugiés alors qu'ils se trouvaient sur le territoire d'un autre Etat, partie contractante à la Convention relative au statut des réfugiés et à ses annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951 et approuvées par la loi du 25 juin 1953".

Article 109 et 110.

Au début du paragraphe 1er de chacune de ces dispositions, il y a lieu d'écrire :

"L'étranger visé à l'article ..."

en faisant ainsi référence à l'article nouveau proposé ci-dessus.

Article 111.

Le texte suivant est proposé :

"Article 111.-

Avant de proroger ou de renouveler le certificat d'inscription au registre des étrangers délivré à l'étranger visé à l'article ..., l'administration communale est tenue de vérifier si le titre de voyage a été prorogé. Dans l'affirmative, elle proroge ou renouvelle le certificat d'inscription au registre des étrangers. Dans la négative, elle invite l'étranger,

.../...

par la remise du document conforme au modèle figurant à l'annexe 29, à faire proroger son titre de voyage".

Article 112.

Le texte suivant est proposé :

"Article 112.-

L'étranger visé à l'article ... peut demander la confirmation de sa qualité auprès du Ministre des Affaires étrangères ou de l'autorité internationale à laquelle le Ministre a délégué sa compétence, à la condition qu'il ait séjourné régulièrement et sans interruption en Belgique depuis dix-huit mois et que la durée de son séjour n'ait pas été limitée pour une cause déterminée".

Articles 113 et 114.

Ces articles doivent être omis comme superflus, le second étant au surplus ambigu en ce qu'il semble créer une cause d'éloignement non prévue par la loi.

Article 115.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 115.-

§ 1er. La demande d'autorisation de séjour visée à l'article 55 de la loi est introduite auprès du Ministre de la Justice ou de son délégué, soit directement, soit par l'intermédiaire du bourgmestre de la commune où l'étranger se trouve.

.../...

La demande adressée directement au Ministre ou à son délégué ne dispense pas l'étranger de se présenter à l'administration communale. Celle-ci procède à l'inscription de l'intéressé au registre des étrangers et lui délivre une attestation d'immatriculation du modèle A, valable trois mois à partir de la date de sa délivrance et susceptible d'être prorogée une fois pour la même durée.

En cas de décision favorable ou si, dans le délai de six mois, aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale, celle-ci délivre le certificat d'inscription au registre des étrangers.

Si le Ministre de la Justice refuse à l'étranger l'autorisation de séjour pour des motifs d'ordre public ou de sécurité nationale, il lui donne l'ordre de quitter le territoire. L'administration communale lui notifie ces deux décisions par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 14.

§ 2. L'article 108 est applicable aux membres de la famille de l'étranger visé au paragraphe 1er.

§ 3. L'article 112 est applicable à l'étranger visé au paragraphe 1er qui a été autorisé au séjour dans le Royaume".

Article 116.

Cet article doit être omis.

Article 117.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Article 117.-

Les dispositions relatives au réfugié sont applicables à l'étranger visé à l'article 57 de la loi et aux membres de sa famille".

Articles 118 à 121.

Ces articles doivent être omis.

Article 122.

Cette disposition pourrait être rédigée comme suit :

"Article 122.-

L'étranger qui est assimilé au réfugié par le Ministre de la Justice est mis en possession d'un certificat d'assimilé au réfugié,conforme au modèle figurant à l'annexe 30".

Article 123.

Les paragraphes 1er et 2 devraient être réduits aux dispositions suivantes :

"L'étranger dont la demande d'assimilation au réfugié a été refusée par le Ministre de la Justice est informé de cette décision par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 31.

Il est tenu de quitter le territoire. Le Ministre de la Justice lui en donne l'ordre. L'administration communale lui remet un document conforme à l'annexe ... et elle procède au retrait de l'attestation d'immatriculation et des documents délivrés au moment où il se déclarait réfugié".

.../...

Le paragraphe 3 doit être omis pour la raison indiquée dans l'observation générale n° V.

Articles 124, 125 et 126.

Ces articles doivent être omis.

Article 127.

Cette disposition devrait être rédigée comme suit :

"Article 127.-

L'apatride et les membres de sa famille sont soumis à la réglementation générale.

Toutefois, lorsque l'apatride est autorisé à séjourner plus de trois mois dans le Royaume, l'administration communale lui remet un certificat d'inscription au registre des étrangers dont la date d'échéance est antérieure de trois mois à celle du titre de voyage.

Par dérogation à l'article 37, § 2, le titre de séjour peut avoir une durée de validité inférieure à un an.

Les articles 105 et 111 sont applicables à l'apatride autorisé à séjourner dans le Royaume".

Articles 128 et 129.

Il y a lieu d'omettre ces dispositions.

.../...

Article 130.

Cet article serait mieux rédigé comme suit en éliminant encore une fois les doubles emplois :

"Article 130.-

L'autorisation de séjour provisoire délivrée à un étudiant conformément à l'article 58 de la loi est limitée à la durée de ses études. Elle mentionne celle des attestations prévues par l'article 59 de la loi sur production de laquelle l'autorisation a été délivrée".

Article 131.

Le texte suivant est proposé :

"Article 131.-

Si l'intéressé est porteur de l'autorisation de séjour provisoire, délivrée sur production d'une attestation d'inscription en qualité d'élève ou d'étudiant régulier, il lui est remis le certificat d'inscription au registre des étrangers ou la pièce d'identité pour enfants de moins de douze ans.

Par dérogation à l'article 37, § 2, le titre de séjour d'un étudiant peut avoir une durée de validité supérieure ou inférieure à un an.

Si l'intéressé est porteur de l'autorisation de séjour provisoire, délivrée sur production d'une attestation établissant, soit qu'il est admis aux études ou inscrit en vue d'un examen d'admission, soit qu'il a introduit une demande d'obtention d'équivalence de diplômes et de certificats d'études étrangères, il lui est remis une attestation d'immatriculation du modèle A, valable quatre mois à partir de la date d'entrée.

.../...

Au moment où l'étudiant produit la nouvelle attestation prévue par l'article 59, alinéa 3, de la loi, l'administration communale lui remet un certificat d'inscription au registre des étrangers ou la pièce d'identité pour enfant de moins de douze ans.

L'étudiant qui ne s'est pas conformé à l'article 59, alinéa 3, de la loi, est mis en possession d'un document, modèle A, conforme à l'annexe 13".

Le dernier alinéa du paragraphe 3 du projet doit être omis pour la raison indiquée dans l'observation générale n° V.

Articles 132 à 134.

Ces articles doivent être omis.

Articles 135.

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 135.-

L'étudiant étranger est tenu de se présenter à l'administration communale du lieu de sa résidence, pour demander la prorogation ou le renouvellement de son titre de séjour, au plus tard un mois avant la date d'échéance.

L'engagement de prise en charge prévu à l'article 60, alinéa 1er, 2°, de la loi, doit être conforme au modèle figurant à l'annexe 32.

.../

Si l'étudiant ne produit pas les documents requis, l'administration communale l'invite, par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 29, à se mettre en règle avant l'expiration de son titre de séjour".

Article 136.

Cet article doit être omis.

Article 137.

Le second alinéa du paragraphe 1er devrait être rédigé comme suit :

"L'administration communale lui remet, sur le vu des documents ..., un document conforme au modèle figurant à l'annexe 33".

Les alinéas 3 et 4 du paragraphe 1er doivent être omis.

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Le paragraphe 1er est applicable à l'étranger qui ne possède pas la nationalité du pays limitrophe où il a sa résidence habituelle, à condition qu'il produise un document de séjour valable, délivré par les autorités de ce pays".

Article 138.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Article 138.-

Les membres de la famille de l'étudiant reçoivent les mêmes documents que celui-ci, et de même durée de validité".

+

De l'accord des délégués du Ministre, l'article 148 du projet devrait être inséré après l'article 138, dans la rédaction suivante :

"Article ....-

L'étranger qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, séjourne déjà dans le Royaume et y suit, en qualité d'élève ou d'étudiant régulier, les cours d'un établissement d'enseignement qui n'est pas organisé, reconnu ou subsidié par l'Etat, est autorisé à poursuivre, dans cet établissement, le cycle d'études entamé, à la condition qu'il produise :

1° une attestation d'inscription comme élève ou étudiant régulier, en deuxième année au moins, pour la nouvelle année scolaire ou académique, délivrée par l'établissement d'enseignement qu'il fréquentait pendant l'année scolaire ou académique 1980-1981;

2° la preuve de moyens de subsistance suffisants;

3° une attestation certifiant qu'il s'est présenté aux examens de fin d'année".

.../...

Article 143.

A l'alinéa 2, il convient d'écrire :

"Au moment où il se présente, celle-ci, sur le vu des documents requis pour son entrée, lui remet un document conforme au modèle figurant à l'annexe 15".

Article 145.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 145.-

Toute demande en revision expose les arguments que l'étranger invoque.

Elle est adressée au Ministre de la Justice par l'étranger ou par son conseil, par lettre recommandée à la poste, à défaut de quoi la preuve du respect du délai prévu à l'article 65 de la loi peut être apportée par toute voie de droit".

Article 146.

Cet article devrait être scindé en deux articles distincts, rédigés comme suit :

"Article ....-

Lorsque le Ministre de la Justice rejette la demande, l'étranger est informé de cette décision par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 33bis.

.../...

Article ... .-

Lorsqu'une demande en révision est dirigée contre une décision qui entraine l'éloignement du Royaume, l'administration communale, sur instruction du Ministre de la Justice ou de son délégué, remet à l'intéressé un document conforme au modèle figurant à l'annexe 33ter.

Ce document est prorogé de mois en mois jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande en révision.

Lorsque le Ministre de la Justice rejette la demande, l' étranger est informé de cette décision par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 34".

Il y a lieu de supprimer l'alinéa 4 de l'article 146 pour la raison indiquée dans l'observation générale n° V.

Article 147.

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 147.-

La demande de levée d'une mesure de sûreté autre que la détention expose les arguments que l'étranger invoque.

Elle est adressée au Ministre de la Justice par l'étranger ou par son conseil par lettre recommandée à la poste".

+

L'intitulé du titre IV pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"Titre IV - Dispositions abrogatoires et finales".

+

Article 149.

Dans la version néerlandaise de cet article, il y a lieu d'écrire : "zaterdagen, zondagen en feestdagen", au lieu de "zater-, zon- en feestdagen".

.../...

Article 150.

Cet article doit être omis.

Article 151.

Les alinéas 1er, 3 et 4 sont superflus et doivent être omis.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Tout titre ou document retiré est immédiatement remplacé par une attestation conforme au modèle figurant à l'annexe 35".

Article 152.

Pour les raisons indiquées dans l'observation générale n° V, il y aurait lieu de rédiger cet article comme suit :

"Le Ministre de la Justice ou son délégué fixe, dans chaque cas, conformément aux articles 7 et 25 de la loi, le délai accordé à un étranger pour quitter le territoire du Royaume".

Article 153.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 153.-

Sauf décision spéciale du Ministre de la Justice ou de son délégué, aucun ordre de quitter le territoire ne peut être délivré à un étranger qui a moins de dix-huit ans ou qui est mineur d'âge selon son statut personnel.

Cet ordre de quitter le territoire est remplacé par un ordre de reconduire conforme au modèle figurant à l'annexe 36 ...".

Article 154.

Au début de cet article, il y a lieu de lire : "... un document conforme au modèle figurant à l'annexe 15 ...".

Article 157.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 157.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

OBSERVATION FINALE.

Les annexes devront évidemment être adaptées au texte nouveau dans la mesure où il tiendra compte des observations et propositions ci-dessus.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontwerp beoogt voornamelijk uitvoering te geven aan de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Daarbij strekt het, en wel terecht, om in onze nationale reglementering bepaalde internationale regels op te nemen die niet rechtstreeks toepasselijk zijn of over welker rechtstreekse toepasbaarheid twijfel bestaat.

Zoals het ontwerp geredigeerd is, beperkt het zich echter niet tot die onmisbare voorzieningen. Met het op zichzelf lofwaardig doel om alle voorschriften betreffende deze aangelegenheid in een enkele tekst samen te brengen, herhaalt het enerzijds wettelijke of internationale bepalingen die geen verordenende waarde maar wel een hoger gezag in de hiërarchie der normen hebben en stelt het, anderzijds, materiële detailregels die behoren tot het domein van de onderrichtingen welke de Minister bij gewone omzendbrief kan geven aan de met de toepassing van de wet belaste besturen en ambtenaren.

De voordelen die aan deze methode verbonden zijn en waarop het ontwerp van verslag aan de Koning zich beroept om ze te verantwoorden, kunnen echter niet opwegen tegen de nadelen :

a) Wanneer een verordening een norm van hogere waarde herhaalt, doet zij dat al dan niet tekstueel. In het eerste geval is die herhaling niet alleen overbodig, maar kan zij ook verwarring stichten in zover zij de indruk zou kunnen wekken dat de Koning, van wie de norm dan schijnbaar uitgaat, deze ook kan wijzigen, wat natuurlijk niet het geval is. In het tweede geval, bij een omschrijving met andere woorden van de

.../...

wettelijke norm, die de Koning wel kan uitvoeren maar waarvan hij geen authentieke uitlegging kan geven (1), bestaat er groot gevaar dat de wettigheid ervan kan worden betwist en dat rechtsonzekerheid ontstaat.

b) Het opnemen van detailregels in een koninklijk besluit leidt niet alleen de aandacht af van de hoofdpunten van het besluit en geeft niet alleen een rommelige indruk, maar maakt het ook onmogelijk die regels anders dan bij koninklijk besluit te wijzigen, terwijl het tot hun aard zelf behoort dat ze gemakkelijk en vlug kunnen worden aangepast aan de feitelijke omstandigheden waarin de wet en de reglementering worden toegepast.

Om die redenen zal de Raad van State, bij het onderzoek van de tekst van het ontwerp voorstellen daaruit te weren enerzijds de nodeloze herhalingen en anderzijds de gewone onderrichtingen die er niet op hun plaats zijn.

In het ontwerp moeten alleen worden behouden :

1° de verordeningsbepalingen die voor de uitvoering van de wet vereist zijn;

2° de bepalingen die, ofschoon zij eigenlijk geen verordenend karakter hebben, met de eerstgenoemde bepalingen een geheel vormen en deze begrijpelijker maken;

3° de bepalingen die vereist zijn voor het opnemen in het Belgische recht, van de internationale regels die niet rechtstreeks toepasselijk zijn of over welker rechtstreekse toepasbaarheid geen zekerheid bestaat.

.../...

---

(1) Grondwet, artikel 28.

II. In een aantal gevallen zijn bepalingen van de wet van 15 december 1980 niet in overeenstemming met internationale regels waaromtrent België de verbintenis heeft aangegaan ze in 's lands wetgeving op te nemen. Het spreekt vanzelf dat, buiten het geval waarin de internationale regel rechtstreeks toepasselijk is en bijgevolg aan iedere nationale regel moet primeren, ook al is dat een wetsbepaling, het de Belgische wet is die door de Koning moet worden toegepast.

III. Aangezien een vrij groot aantal in het ontwerp opgenomen regels aan diverse internationale bronnen ontleend zijn, ware het geraden als bijlage bij het ontworpen besluit of bij het verslag aan de Koning een concordantie- en verwijzingstabel te publiceren in de zin van die welke zoals gebruikelijk met de koninklijke besluiten tot coördinatie wordt bekendgemaakt. De aanhef is, in dat opzicht, noodzakelijkerwijs onnauwkeurig.

IV. Sommige bepalingen van het ontwerp zouden uitvoeriger gecommentarieerd moeten worden dan nu het geval is in het verslag aan de Koning, waarvoor het advies van de Raad van State vanzelfsprekend niet in de plaats kan komen. Over welke bepalingen het gaat, is mondeling medegedeeld aan de vertegenwoordiger van de Minister en aan de gemachtigde ambtenaren, die alle vergaderingen welke de Raad van State, afdeling wetgeving, aan het onderzoek heeft gewijd, hebben bijgewoond en wier actieve deelname aan dat onderzoek zeer nuttig is geweest.

V. Verscheidene bepalingen van het ontwerp stellen termijnen binnen welke de teruggewezen of uitgezette vreemdeling het grondgebied moet verlaten. Die bepalingen zijn niet in overeenstemming met de artikelen 7 en 25 van de wet.

.../...

Artikel 7 bepaalt :

"Onverminderd de meer voordelige bepalingen vervat in een internationaal verdrag kan de Minister van Justitie of zijn gemachtigde de vreemdeling die ... bevel geven het grondgebied vóór een bepaalde datum te verlaten".

Artikel 25, eerste, tweede en derde lid, luidt :

"De termijn binnen welke de teruggewezen of de uitgezette vreemdeling het grondgebied moet verlaten mag niet minder bedragen dan vijftien dagen voor de vreemdeling die toegelaten of gemachtigd werd tot verblijf in het Rijk, en dan één maand voor de vreemdeling die in het Rijk gevestigd is.

Indien ernstige omstandigheden het vereisen, mag die termijn door de Minister van Justitie verkort worden, zonder dat hij tot minder dan acht dagen mag teruggebracht worden.

In uitzonderlijk ernstige omstandigheden kan de Minister van Justitie, indien hij zulks nodig acht voor de bescherming van de openbare orde of de veiligheid van het land, de teruggewezen of de uitgezette vreemdeling naar de grens doen terugleiden".

Deze bepalingen verlenen aan de Minister de bevoegdheid om de datum te bepalen vóór welke het bevel om het grondgebied te verlaten moet worden uitgevoerd, alsook de bevoegdheid om in voorkomend geval, indien ernstige omstandigheden het vereisen, de in die bepalingen gestelde minimumtermijn te verkorten, of nog om, in uitzonderlijk ernstige omstandigheden, de vreemdeling naar de grens te doen terugleiden.

Zij laten geen plaats voor een bevoegdheid van de Koning om terugwijzings- of uitzettingstermijnen vast te stellen voor elke toestand, zoals het ontwerp doet, zelfs al wordt die vaststelling getemperd door de mogelijkheid welke artikel 152 van het ontwerp aan de Minister verleent om die termijnen te verlengen of te verkorten.

.../...

Het zou meer in overeenstemming met de wet en tevens praktischer zijn indien de Minister een termijn zou vaststellen in elk geval en indien de verscheidene bepalingen die termijnen stellen, zouden worden vervangen door een algemene bepaling die artikel 152 als volgt zou kunnen vervangen :

"De Minister van Justitie of zijn gemachtigde bepaalt, in elk geval, overeenkomstig de artikelen 7 en 25 van de wet, de termijn die aan een vreemdeling wordt toegestaan om het grondgebied van het Rijk te verlaten".

In de gevallen waarin het gemeentebestuur, in opdracht en met een gebonden bevoegdheid, gemachtigd wordt om kennis te geven van een bevel om het grondgebied te verlaten, zal de Minister instructies dienen te geven in verband met de termijn voor het uitvoeren van dat bevel.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

De aanhef zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Gelet op de wet van 25 juni 1953 houdende goedkeuring van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen en van de bijlagen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951;

Gelet op de wet van 2 december 1957 houdende goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de Europese Econo-

mische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957, inzonderheid op de artikelen 48, 49, 54, 56, 63, 189 en 191;

Gelet op de wet van 12 mei 1960 houdende goedkeuring van het Verdrag betreffende de status van staatlozen en van de bijlagen, ondertekend te New-York op 28 september 1954;

Gelet op de wet van 20 juni 1960 houdende goedkeuring van het Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie ondertekend te 's-Gravenhage op 3 februari 1958, inzonderheid op de artikelen 2, 55 en 56;

Gelet op de wet van 30 juni 1960 houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, het Groot-Hertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied, ondertekend te Brussel op 11 april 1960;

Gelet op de wet van 29 mei 1962 houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de artikelen 55 en 56 van het Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie, ondertekend te Brussel op 19 september 1960;

Gelet op de wet van 28 maart 1980 houdende goedkeuring van de internationale akten betreffende de toetreding van de Helleense Republiek tot de Europese Gemeenschappen, opgemaakt te Athene op 28 mei 1979, inzonderheid op de artikelen 44 tot 48 van het Verdrag;

Gelet op de verordening (E.E.G.) nr 1612/68 van 15 oktober 1968 van de Raad van de Europese Gemeenschappen, betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap;

.../...

Gelet op de verordening (E.E.G.) nr 1251/70 van 29 juni 1970 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen met betrekking tot het recht van werknemers om verblijf te houden op het grondgebied van een Lid-Staat na er een betrekking te hebben vervuld;

Gelet op de beschikking van 1 oktober 1963 van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie betreffende het identiteitsbewijs bedoeld in artikel 1 van de Overeenkomst van 19 september 1960;

Gelet op de beschikking van de Ministeriële Werkgroep voor het personenverkeer van de Benelux Economische Unie van 20 juni 1960 betreffende de aanmeldingsplicht van vreemdelingen, genomen ter uitvoering van de Overeenkomst van 11 april 1960;

Gelet op de beschikking van de Ministeriële Werkgroep voor het personenverkeer van de Benelux Economische Unie van 28 december 1961 inzake het recht op terugkeer van werkende vluchtelingen;

Gelet op de beschikking van de Ministeriële Werkgroep voor het personenverkeer van de Benelux Economische Unie van 28 juni 1967 betreffende het verkeer van vreemdelingen;

Gelet op de beschikking van de Ministeriële Werkgroep voor het personenverkeer van de Benelux Economische Unie van 8 december 1969 betreffende de voorwaarden voor binnenkomst van vreemdelingen;

Gelet op de beschikking van de Ministeriële Werkgroep voor het personenverkeer van de Benelux Economische Unie van 14 april 1978 betreffende de uitoefening van de personencontrole aan de buitengrenzen van het Beneluxgebied;

.../...

Gelet op de richtlijn 64/221/E.E.G. van 25 februari 1964 van de Raad van de Europese Economische Gemeenschap, voor de coördinatie van de voor vreemdelingen geldende bijzondere maatregelen ten aanzien van verplaatsing en verblijf, die gerechtvaardigd zijn uit hoofde van de openbare orde, de openbare veiligheid en de volksgezondheid;

Gelet op de richtlijn 68/360/E.E.G. van 15 oktober 1968 van de Raad van de Europese Gemeenschappen inzake de opheffing van de beperkingen van de verplaatsing en het verblijf van de werknemers der Lid-Staten en van hun familie binnen de Gemeenschap;

Gelet op de richtlijn 72/194/E.E.G. van 18 mei 1972 van de Raad van de Europese Gemeenschappen ter uitbreiding van de werkingssfeer van de richtlijn van 25 februari 1964 voor de coördinatie van de voor vreemdelingen geldende bijzondere maatregelen ten aanzien van verplaatsing en verblijf, die gerechtvaardigd zijn uit hoofde van de openbare orde, de openbare veiligheid en de volksgezondheid tot de werknemers die het recht uitoefenen om verblijf te houden op het grondgebied van een Lid-Staat na er een betrekking te hebben vervuld;

Gelet op de richtlijn 73/148/E.E.G. van 21 mei 1973 van de Raad van de Europese Gemeenschappen inzake de opheffing van de beperkingen van de verplaatsing en het verblijf van onderdanen van de Lid-Staten binnen de Gemeenschap ter zake van vestiging en verrichten van diensten;

Gelet op de richtlijn 75/34/E.E.G. van 17 december 1974 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende het recht van onderdanen van een Lid-Staat op het grondgebied van een andere Lid-Staat verblijf te houden na er een werkzaamheid anders dan in loondienst te hebben uitgeoefend;

Gelet op de richtlijn 75/35/E.E.G. van 17 december 1974 van de Raad van de Europese Gemeenschappen houdende uitbreiding van de werkingssfeer van richtlijn nr 64/221/E.E.G.

.../...

voor de coördinatie van de voor vreemdelingen geldende bijzondere maatregelen ten aanzien van verplaatsing en verblijf die gerechtvaardigd zijn uit hoofde van de openbare orde, de openbare veiligheid en de volksgezondheid, tot de onderdanen van een Lid-Staat die het recht op voortgezet verblijf op het grondgebied van een andere Lid-Staat uitoefenen na er een werkzaamheid anders dan in loondienst te hebben uitgeoefend;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :".

Artikelen.

Het spreekt vanzelf dat de wetten, de decreten en de verordeningen van de Europese Gemeenschappen voorrang hebben op het ontwerp. Wat de richtlijnen betreft, is dat niet helemaal juist (zie algemene opmerking nr II).

Hoofdstuk I, dat slechts uit één artikel bestaat, en artikel 1 zouden derhalve moeten vervallen.

Artikel 2.

Het eerste lid is een nodeloze herhaling van artikel 2 van de wet van 15 december 1980 (hierna gemakshalve "de wet" genoemd). Het moet dan ook vervallen.

De woorden "voor een kort verblijf", in het tweede lid, zijn weliswaar volkomen in overeenstemming met de terminologie van de wet maar kunnen in het uitvoeringsbesluit enigszins abstract lijken. Daarom wordt voorgesteld ze te vervangen door de woorden "voor een verblijf van ten hoogste drie maanden". Deze opmerking geldt ook voor andere artikelen van afdeling I.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede lid van artikel 2, dat artikel 1 wordt :

"Artikel 1.-

De vreemdeling die de nationaliteit van een der in bijlage 1 opgesomde landen bezit wordt gemachtigd, op overlegging van een van de in die bijlage naast de naam van zijn land vermelde documenten, het Rijk binnen te komen voor een verblijf van ten hoogste drie maanden".

Artikel 3.

Deze bepaling vormt een doublure met artikel 2, 2°, van de wet. Zij moet vervallen.

Artikel 4.

Het artikel is overbodig. Het is krachtens het Beneluxverdrag van 11 april 1960 dat de hier bedoelde vreemdeling het Rijk mag binnenkomen. Indien het nuttig blijkt de regel in herinnering te brengen, dan is de normale plaats daarvoor de ministeriële omzendbrief waarin de onderrichtingen zullen worden samengebracht voor de uitvoering van de rechtstreeks toepasselijke internationale teksten, van de wet en van het koninklijk besluit tot uitvoering ervan.

Artikel 6.

Naar aan de Raad van State is verklaard, is het tweede lid van paragraaf 2 de overname van een regel die voortvloeit uit een Frans-Belgisch akkoord van 7 maart 1950. Het kan nuttig zijn in het ontwerp-besluit regels over te nemen die, zoals deze, volgen uit bilaterale akkoorden, maar dan behoort de oorsprong ervan duidelijk te worden vermeld, zoals

.../...

gesuggereerd is in de algemene opmerking nr III, opdat geen verwarring kan ontstaan omtrent de plaats van de regel in de hiërarchie der normen.

Het derde lid van paragraaf 2 lijkt eerder in de omzendbrief dan in het besluit te moeten komen.

Artikel 8.

Het eerste lid van deze bepaling zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Als geldige reisdocumenten worden niet aanvaard collectieve paspoorten of collectieve lijsten uitgaande van door België niet erkende Staten of Regeringen, evenmin als die welke worden afgegeven door de autoriteiten van Afghanistan, Albanië, Angola, Buiten-Mongolië, Bulgarije, Cuba, Democratisch Kampuchea, de Duitse Democratische Republiek, Hongarije, Laos, Mozambique, Polen, Roemenië, Tsjechoslowakije, de U.S.S.R., Vietnam en de Volksrepubliek China".

Artikel 9.

Het eerste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Jeugdige personen beneden de leeftijd van eenentwintig jaar, die in groep reizen, worden gemachtigd het Rijk binnen te komen voor een verblijf van ten hoogste drie maanden op vertoon van een geldig collectief paspoort voor jeugdige personen, afgegeven overeenkomstig de Europese Overeenkomst van 16 december 1961 betreffende het reizen van jeugdige personen

.../...

op collectieve paspoorten tussen de landen die lid zijn van de Raad van Europa".

De tweede volzin onder 3. zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Zij mogen in verschillende gemeenten verblijven, op voorwaarde dat zij in staat zijn hun identiteit op enigerlei wijze te bewijzen en op voorwaarde dat de reisleider, die het collectief paspoort onder zijn berusting heeft, te allen tijde bereikbaar is".

Artikel 11.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 11.-

§ 1. Het visum wordt niet geëist van vreemdelingen die langs de luchtweg doorheen het land reizen en gedurende de landing op Belgisch grondgebied de luchthaven niet verlaten.

§ 2. Leden van het varend personeel ... (voorts zoals in het ontwerp).

Het varend personeel van de Bulgaarse, Poolse, Tsjechische en Sovjetrussische luchtlijnen blijft echter aan de door de wet opgelegde verplichting onderworpen".

Artikel 13.

Het tweede lid is overbodig en moet vervallen.

.../...

Artikel 14.

In overleg met de gemachtigden van de Minister wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 14.-

De vreemdeling die niet in de gelegenheid is geweest tijdig het vereiste transit- of reisvisum te bekomen, kan, bij wijze van uitzondering, door de met de grenscontrole belaste overheden worden toegelaten het Rijk binnen te komen.

Indien de vreemdeling toegang verzoekt uitsluitend om zich via het grondgebied van het Rijk naar een derde land te begeven, mogen de met de grenscontrole belaste overheden hem een transitvisum zonder oponthoud afgeven, op voorwaarde dat het hem is toegestaan zich naar het land van bestemming te begeven en te transiteren door het land dat hij het eerst dient door te reizen om het land van bestemming te bereiken.

Indien de vreemdeling toegang verzoekt voor een kort verblijf, mogen de met de grenscontrole belaste overheden hem een visum afgeven dat ten hoogste drie dagen geldig is".

Artikel 15.

Deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 15.-

§ 1. De vreemdeling die vrijgesteld is van ... het Rijk binnen te komen, op voorwaarde :

.../...

1. dat hij over voldoende middelen van bestaan beschikt;

2. dat hij zich niet bevindt in een van de gevallen bedoeld in artikel 3, 2° tot 4°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

3. dat hij dringende redenen aanvoert tot staving van zijn verzoek;

4. dat de duur van zijn verblijf in het Rijk twee weken niet lijkt te zullen overschrijden;

5. dat hij in het bezit is van enig identiteitsbewijs.

Er wordt hem een bijzonder doorlaatbewijs afgegeven overeenkomstig het model van bijlage 10.

§ 2. Indien de in paragraaf 1 bedoelde voorwaarden niet vervuld zijn, is voor de afgifte van het bijzonder doorlaatbewijs een machtiging van de Minister van Justitie of van zijn gemachtigde vereist".

Artikel 16.

De paragrafen 2 en 3 nemen de regel van artikel 3, 1°, van de wet over, maar dan vervormd wat de bewijslast betreft. Voor zover zij voorzien in vrijstellingen die rechtens volgen hetzij uit het Beneluxverdrag, hetzij uit het Verdrag van Rome, hetzij uit andere Internationale Overeenkomsten, hetzij uit de wet, zijn zij niet op hun plaats in het ontworpen besluit.

.../...

Artikel 17.

In overleg met de gemachtigden van de Minister wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 17.-

Wanneer de vreemdeling wordt teruggedreven krachtens artikel 3 van de wet, wordt de beslissing tot terugdrijving hem, behalve in het geval dat hij niet in het bezit is van de vereiste documenten, ter kennis gebracht door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 11.

Wanneer de vreemdeling die moet worden teruggedreven houder is van een geldig visum, leggen de met de grenscontrole belaste overheden het geval ter beslissing voor aan de Minister van Justitie of zijn gemachtigde. Wordt de toegang tot het grondgebied geweigerd, dan annuleren zij het visum en drijven zij de vreemdeling terug".

Artikel 18.

Het tweede lid van paragraaf 1 moet vervallen, alsook het derde lid van paragraaf 2.

Artikel 19.

In overleg met de gemachtigden van de Minister wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 19.-

De vreemdeling die over zee reist, mag in een Belgische haven niet aan wal gaan of inschepen zonder door de Waterschout te zijn gecontroleerd.

.../...

De vreemdeling die langs de luchtweg reist, mag het vliegveld niet verlaten zonder door de met de grenscontrole belaste overheden te zijn gecontroleerd".

Artikel 20.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 20.-

Zowel bij de in- als bij de uitreis brengt de met de controle belaste ambtenaar een datumstempel aan op het paspoort van de vreemdeling die aan de visumplicht onderworpen is. Indien de doorgang geschiedt met een visumverklaring, wordt de datumstempel op die verklaring aangebracht.

Dezelfde formaliteit wordt vervuld, maar alleen bij de inreis, voor de vreemdeling die een paspoort moet vertonen om het Rijk binnen te komen".

Artikel 21.

Het eerste lid is een nodeloze herhaling van artikel 5, eerste lid, van de wet. Het moet vervallen.

Bij het tweede lid rijst de vraag die aan de orde is gekomen in de algemene opmerking nr II.

In de daarin bedoelde termijnverkortingen is immers voorzien door de beschikking M/P(60)4 van de Werkgroep voor het Personenverkeer betreffende de aanmeldingsplicht van vreemdelingen :

.../...

- 1° stemt overeen met artikel 4 van de beschikking;
- 2° met artikel 6;
- 3° met artikel 5.

Zoals geconstateerd wordt in de gemeenschappelijke commentaar op de Overeenkomst inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied, zijn de beschikkingen van de Werkgroep geen zelfwerkende bepalingen (cfr. de brochure "Personenverkeer", uitgegeven door het Secretariaat-Generaal van de Benelux Economische Unie).

Het genoemde artikel 5 van de wet voorziet echter niet in enig geval van verkorting van de termijn van acht dagen die het aan de vreemdeling toestaat om zich te laten inschrijven.

Aangezien de Koning die discrepantie slechts kan opheffen in het voordeel van de Belgische wet, moet het tweede lid vervallen, ook al heeft dat tot gevolg dat een internationale verbintenis niet wordt nagekomen.

Artikel 22.

De bepaling onder 3° moet vervallen; de regel kan in de omzendbrief in herinnering worden gebracht.

Artikel 24.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 24.-

De vreemdeling die België binnenkomt voor een verblijf van ten hoogste drie maanden ontvangt van het gemeente-

.../...

bestuur van de plaats waar hij logeert een document dat is opgesteld overeenkomstig het model van bijlage 3.

Dat document is ten hoogste drie maanden geldig vanaf de datum van binnenkomst in het Rijk, tenzij het visum of de visumverklaring, aangebracht op het paspoort of op de als zodanig geldende reistitel, een kortere duur bepaalt".

Artikel 25.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat deze bepaling beter als volgt zou worden geredigeerd :

"Artikel 25.-

De beslissing van de Minister van Justitie of zijn gemachtigde waarbij bevel om het grondgebied te verlaten wordt gegeven aan de vreemdeling die niet in het bezit is van de vereiste documenten om het Rijk binnen te komen of die kennelijk zonder voldoende middelen van bestaan is en niet in de mogelijkheid verkeert deze te bekomen door het wettig uitoefenen van een winstgevende werkzaamheid, wordt ter kennis gebracht door middel van het formulier A, overeenkomstig het model van bijlage 12".

Artikel 26.

In overleg met de gemachtigden van de Minister wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 26.-

De beslissing van de Minister van Justitie of zijn gemachtigde waarbij bevel om het grondgebied te verlaten

.../...

wordt gegeven aan de vreemdeling die tot een verblijf van ten hoogste drie maanden gemachtigd of toegelaten is, wordt ter kennis gebracht door middel van het formulier B, overeenkomstig het model van bijlage 13".

Artikel 27.

Deze bepaling herhaalt artikel 9 van de wet. Zij moet als overbodig vervallen.

Artikel 28.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 28.-

Onder voorbehoud van artikel ... moeten niet in het bezit zijn van de machtiging tot voorlopig verblijf :

1. de onderdanen van Monaco;
2. de onderdanen van Finland, Ijsland, Liechtenstein, Noorwegen, Zweden en Zwitserland, met uitzondering van hen die naar België komen om er een winstgevende bedrijvigheid uit te oefenen".

Artikel 30.

Paragraaf 1 vormt een doublure met artikel 5 van de wet. Voor het overige wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 30.-

§ 1. Wanneer de vreemdeling die naar België komt voor een verblijf van meer dan drie maanden in het bezit is van een machtiging tot voorlopig verblijf, schrijft het ge-

.../...

meentebestuur hem in het vreemdelingenregister in en geeft het hem het bewijs van inschrijving in dat register af.

Indien de machtiging tot voorlopig verblijf slechts voor een bepaalde duur geldt, wordt het bewijs van inschrijving tot die duur beperkt.

§ 2. Wanneer de vreemdeling geen machtiging tot voorlopig verblijf moet bezitten, handelt het gemeentebestuur, op overlegging van het bewijs van de bestaansmiddelen, zoals bepaald is in paragraaf 1.

Acht het gemeentebestuur het bewijs van de bestaansmiddelen ontoereikend, dan geeft het aan de vreemdeling een attest van immatriculatie, model A, af overeenkomstig bijlage 4.

Dat attest dekt het verblijf voor drie maanden, in afwachting van de beslissing van de Minister van Justitie of zijn gemachtigde.

Is de beslissing gunstig of wordt, binnen de termijn van drie maanden, geen beslissing ter kennis van het gemeentebestuur gebracht, dan geeft dat bestuur het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister af.

Indien de Minister van Justitie of zijn gemachtigde beslist dat de vreemdeling niet tot verblijf gemachtigd wordt, geeft hij hem bevel om het grondgebied te verlaten. Het gemeentebestuur geeft van beide beslissingen kennis door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 14".

.../...

Het laatste lid van paragraaf 3 moet vervallen om de reden die is opgegeven in de algemene opmerking nr V.

Artikel 31.

Voor deze bepaling wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 31.-

Wanneer de vreemdeling aanspraak maakt op het recht op verblijf, geeft het gemeentebestuur hem, op overlegging van het bewijs dat hij zich in een van de in artikel 10, 2°, 3° en 4°, van de wet bedoelde gevallen bevindt, een document af overeenkomstig het model van bijlage 15.

Dat document dekt voorlopig zijn verblijf voor ten hoogste drie maanden, in afwachting van de beslissing van de Minister van Justitie of zijn gemachtigde.

Is de beslissing gunstig of wordt, binnen de termijn van drie maanden, geen beslissing ter kennis van het gemeentebestuur gebracht, dan geeft dat bestuur het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister af.

Indien de Minister van Justitie of zijn gemachtigde beslist dat de vreemdeling geen recht op verblijf heeft, geeft hij hem bevel om het grondgebied te verlaten. Het gemeentebestuur geeft van beide beslissingen kennis door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 14".

.../...

Artikel 32.

Dit artikel moet vervallen want het is overbodig indien het zich beperkt tot het parafraseren van artikel 7 van de wet en het zou onwettig zijn in het omgekeerde geval.

Artikel 33.

Het tweede en het derde lid moeten vervallen want zij vormen een doublure met de reglementering inzake het houden van de bevolkingsregisters.

Artikel 35.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het eerste en het tweede lid :

"Artikel 35.-

De aanvraag om machtiging tot vestiging wordt bij het gemeentebestuur van de verblijfplaats ingediend door middel van een formulier overeenkomstig het model van bijlage 16.

De vreemdeling die voldoet aan de voorwaarden van artikel 15 van de wet krijgt de machtiging tot vestiging vanaf de zevende maand van zijn inschrijving in het vreemdelingenregister".

Het derde en het vierde lid van de ontwerp-tekst kunnen vervallen.

.../...

Artikel 36.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 36.-

In afwachting van een beslissing van de Minister van Justitie of van zijn gemachtigde wordt het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister zo nodig verlengd.

Is de beslissing gunstig of wordt, binnen een termijn van vijf maanden, geen beslissing ter kennis van het gemeentebestuur gebracht, dan geeft dat bestuur de identiteitskaart voor vreemdeling af.

Indien de Minister van Justitie of zijn gemachtigde de aanvraag verwerpt, geeft het gemeentebestuur aan de vreemdeling kennis van die beslissing door afgifte van een formulier overeenkomstig het model van bijlage 17".

Artikel 37.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 37.-

§ 1. Het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister, de identiteitskaart voor vreemdeling en de verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Ge-

.../...

meenschappen komen overeen met de modellen van de bijlagen 6 tot 9.

§ 2. Het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister is een jaar geldig vanaf de datum van afgifte.

De identiteitskaart voor vreemdeling en de verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen zijn vijf jaar geldig vanaf de datum van afgifte.

§ 3. De verblijfs- en vestigingsvergunningen zijn geldig voor het hele grondgebied van het Rijk".

Artikel 38.

Het derde lid van paragraaf 1 hoort thuis in een administratieve onderrichting en moet vervallen.

Artikel 39.

Het begin van het tweede lid zou beter als volgt worden gelezen :

"De verplichting om verlenging of vernieuwing van de genoemde vergunningen aan te vragen wordt geschorst voor : ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 41.

Het slot van het eerste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"... aan de vreemdeling aan wie kennis wordt gegeven van een maatregel tot verwijdering van het grondgebied".

Artikel 43.

Paragraaf 1 en paragraaf 2 moeten vervallen daar zij een doublure vormen met de algemene bepalingen betreffende de bevolkingsregisters.

Het derde lid van paragraaf 3 en paragraaf 4 moeten om dezelfde reden vervallen.

Artikel 44.

Dit artikel moet vervallen.

Artikel 46.

Paragraaf 1 is een herhaling van artikel 19, eerste lid, van de wet. Hij moet vervallen. Voorts wordt voorgesteld het artikel in zijn geheel als volgt te redigeren :

"Artikel 46.-

§ 1. De vreemdeling die het recht van terugkeer, bedoeld in artikel 19 van de wet, wil genieten, moet :

.../...

- bij zijn terugkeer in het bezit zijn van een verblijfs- of vestigingsvergunning waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is;

- zich binnen vijftien dagen na zijn terugkeer aanmelden bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats als hij meer dan drie maanden afwezig is geweest.

§ 2. De vreemdeling die voornemens is langer dan drie maanden afwezig te zijn geeft het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats kennis van zijn voornemen om het land te verlaten en er terug te keren.

§ 3. De vreemdeling die houder is van een geldige verblijfs- of vestigingsvergunning kan het recht op terugkeer uitoefenen na een afwezigheid van meer dan een jaar op voorwaarde dat hij :

1° vóór zijn vertrek bewezen heeft dat hij zijn hoofdbelangen in België behoudt en het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats kennis heeft gegeven van zijn voornemen om het land te verlaten en er terug te keren;

2° bij zijn terugkeer in het bezit is van een verblijfs- of vestigingsvergunning waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is;

3° zich binnen vijftien dagen na zijn terugkeer aanmeldt bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats.

§ 4. De vreemdeling die wenst in het land terug te keren na de datum waarop zijn verblijfs- of vestigingsvergunning verstrijkt, moet vóór zijn vertrek, de verlening of vernieuwing van die vergunning vragen.

§ 5. De vreemdeling die in zijn land zijn wettelijke militaire verplichtingen moet vervullen, moet alleen het ge-

meentebestuur van zijn verblijfplaats kennis geven van zijn afwezigheid. Bij zijn terugkeer in België wordt hij van rechtswege opnieuw in de toestand geplaatst waarin hij zich bevond, op voorwaarde dat hij teruggekeerd is binnen zestig dagen na het vervullen van zijn militaire verplichtingen.

§ 6. De vreemdeling die zich bij het gemeentebestuur aanmeldt om aangifte te doen van zijn vertrek om een bepaalde reden, wordt in het bezit gesteld van een attest overeenkomstig het model van bijlage 18".

Artikel 47.

De verwijzingen in het eerste lid zullen moeten worden aangepast aan de nieuwe indeling in paragrafen van artikel 46.

Het vierde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Is de beslissing gunstig of wordt, binnen die termijn, geen beslissing ter kennis van het gemeentebestuur gebracht, dan wordt de vreemdeling opnieuw in zijn vroegere toestand geplaatst".

Aan het slot van het vijfde lid zou moeten worden gelezen :

"... door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 14".

Artikel 48.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het eerste lid :

.../...

"Het gemeentebestuur verlengt de verblijfsvergunning, van tevoren, met een jaar in de loop van het tweede semester van haar geldigheidsduur en vernieuwt de vestigingsvergunning, van tevoren, in de loop van het laatste semester van haar geldigheidsduur in het geval bedoeld in artikel 46, § 4, of op verzoek van de vreemdeling, op voorwaarde dat die formaliteit vereist is voor het verkrijgen van een visum".

Het vierde lid moet vervallen.

Artikel 49.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 49.-

De vreemdeling die houder is van een geldige Belgische verblijfs- of vestigingsvergunning mag in het Rijk terugkeren op eenvoudig vertoon van een van die documenten en van zijn geldig paspoort of van de als zodanig geldende reistitel.

Franse, Luxemburgse en Nederlandse onderdanen mogen echter in België terugkeren op eenvoudig vertoon van hun Belgische vestigingsvergunning waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is".

Artikel 50.

Dit artikel moet vervallen.

.../...

Artikel 51.

Dit artikel moet vervallen.

Artikel 52.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het eerste lid :

"De documenten welke de E.G.-vreemdeling krachtens artikel 41, eerste lid, van de wet moet overleggen om het Rijk binnen te komen, zijn die welke zijn opgesomd in bijlage 2".

Het tweede lid vormt een doublure met artikel 41 van de wet en moet bijgevolg vervallen.

Artikel 53.

Het eerste lid moet vervallen.

Het tweede lid zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"De met de grenscontrole belaste overheden zijn gemachtigd de nodige inlichtingen te eisen om te kunnen vaststellen of de vreemdeling behoort tot een van de in artikel 40, tweede lid, van de wet genoemde categorieën en, zo dat niet het geval is, of hij niet kennelijk zonder middelen van bestaan is".

.../...

Artikel 54.

Deze bepaling is overbodig en bovendien onjuist, want het begrip openbare veiligheid komt niet voor in de richtlijnen van de Europese Gemeenschappen. Zij moet vervallen.

Artikel 55.

Dit artikel moet vervallen want het vormt een doublure met de bepalingen betreffende de bevolkingsregisters. Het is bovendien onjuist wat betreft de vreemdelingen die in een hotel logeren.

Artikel 56.

In het eerste lid van paragraaf 1 schrijve men in de Franse tekst "sur le vu" en niet "au vu".

Dezelfde opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

In het tweede lid zou beter worden gelezen : "... overeenkomstig het model van bijlage 19".

Naar aan de Raad van State is verklaard, bedoelen de stellers van het ontwerp het zo dat het gemeentebestuur een volkomen gebonden bevoegdheid zal hebben. Het vierde lid zou dan ook beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Indien de vereiste documenten ... . In het tegenovergestelde geval geeft het aan de vreemdeling een document af overeenkomstig het model van bijlage 20".

Het vijfde lid moet vervallen om de reden die is opgegeven in de algemene opmerking nr V.

Het tweede lid van paragraaf 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd (cfr. artikel 31, vierde lid, voorgestelde tekst).

"Indien de Minister ..., geeft hij de vreemdeling bevel om het grondgebied te verlaten. Het gemeentebestuur geeft van beide beslissingen kennis door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 21".

Het derde lid moet vervallen om de reden die is opgegeven in de algemene opmerking nr V.

Artikel 59.

In overleg met de gemachtigden van de Minister wordt voor dit artikel de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 59.-

De E.G.-vreemdeling die beweert dat hij diensten verricht of dat te zijnen behoeve diensten worden verricht, moet het bewijs daarvan leveren.

Op overlegging van dat bewijs en op vertoon van de voor zijn binnenkomst vereiste documenten geeft het gemeentebestuur hem ofwel een attest van immatriculatie model B, ofwel een document overeenkomstig het model van bijlage 22 af naargelang de te verwachten duur van de dienstverrichting meer of minder dan drie maanden is".

.../...

Artikel 60.

Voor dit artikel wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Artikel 60.-

De artikelen 56 tot 59 zijn van toepassing op de familieleden van de E.G.-vreemdeling, die zich met hem komen vestigen.

Zij moeten echter alleen die documenten overleggen waaruit blijkt dat zij voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 40 van de wet.

Zij ontvangen dezelfde titel als de persoon die zij volgen.

Indien zij echter niet de nationaliteit van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen bezitten wordt hun, al naar het geval, een identiteitskaart voor vreemdeling of een attest van immatriculatie model A, afgegeven".

Artikel 61.

Deze bepaling zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 61.-

In afwijking van het koninklijk besluit van 14 november 1955 tot instelling ..., kan het kind beneden twaalf jaar, wiens vader of moeder houder is van een verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, in het bezit worden gesteld van een zelfde verblijfskaart.

Bezit het kind echter niet de nationaliteit van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, dan wordt hem een identiteitskaart voor vreemdeling afgegeven".

.../...

Artikel 63.

De woorden "overeenkomstig artikel 9 van de wet" zouden moeten worden ingevoegd tussen de woorden "verblijf" en "aangebracht".

Artikel 64.

In paragraaf 1 zou moeten worden gelezen :

"De Griekse werknemer die zich ... is onderworpen aan :

1° de bepalingen van artikel 30, § 2, eerste lid, ... (voorts zoals in het ontwerp, maar met aanpassing van de verwijzingen);

...".

De tekst onder 3° moet vervallen, zoals trouwens ook het geval is met artikel 32 waarnaar hij verwijst.

Het tweede lid van paragraaf 2 moet als volgt worden geredigeerd (cfr. artikel 56, § 1, vierde lid) :

"Indien hij niet in het bezit is van de arbeidskaart, geeft het gemeentebestuur hem een document model A af overeenkomstig bijlage 12".

Het derde lid moet vervallen om de reden die is opgegeven in de algemene opmerking nr V.

Artikel 66.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 66.-

De familieleden van de Griekse werknemer worden behandeld met inachtneming van de verblijfstoestand van de werknemer zelf.

Zij moeten alleen die documenten overleggen waaruit blijkt dat zij voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 40 van de wet.

Zodra de Griekse werknemer het recht op arbeid heeft verkregen, worden zijn familieleden in het bezit gesteld van een zelfde titel als die welke aan die werknemer is afgegeven.

Bezitten zij echter niet de nationaliteit van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, dan wordt hun, al naar het geval, een identiteitskaart voor vreemdeling of een attest van immatriculatie model A, afgegeven.

Voor het overige is artikel 31 van toepassing".

+

Voor afdeling 4 wordt het volgende opschrift voorgesteld :

"Afdeling 4 - Begunstigden van de verordeningen en richtlijnen van de Europese Gemeenschappen - Recht op voortgezet verblijf voor E.G.-vreemdelingen, bedoeld in de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 75/34 van 17 december 1974".

+

.../...

Artikel 67.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Onder recht op voortgezet verblijf wordt verstaan het recht voor de onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, die een werkzaamheid anders dan in loondienst uitoefent, om zijn verblijf in het Rijk te behouden of er terug te keren gedurende een termijn van twee jaar vanaf het tijdstip waarop hij opgehouden heeft zijn beroepsarbeid te verrichten".

Artikel 68.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 68.-

§ 1. Voor het recht op voortgezet verblijf komen in aanmerking :

1° de E.G.-vreemdeling die zijn werkzaamheid staakt omdat hij de leeftijd heeft bereikt waarop aanspraak op ouderdomspensioen kan worden gemaakt, op voorwaarde dat hij het bewijs levert gedurende de twaalf voorafgaande maanden in het Rijk zijn werkzaamheid te hebben uitgeoefend en er sedert meer dan drie jaar voortdurend te hebben verbleven.

2° de E.G.-vreemdeling die zijn werkzaamheid staakt als gevolg van een blijvende arbeidsongeschiktheid, op voorwaarde dat hij het bewijs levert sedert meer dan twee jaar voortdurend in het Rijk te hebben verbleven.

Deze vereiste van verblijfsduur vervalt nochtans wanneer de ongeschiktheid het gevolg is van een arbeidsongeval of van een beroepsziekte op grond waarvan een recht ontstaat op uitkeringen die geheel of gedeeltelijk ten laste komen van een Belgische instelling.

.../...

3° de E.G.-vreemdeling die zijn werkzaamheid in het Rijk staakt om ze uit te oefenen op het grondgebied van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, maar die zijn verblijf op het grondgebied van het Rijk behoudt en er dagelijks of ten minste eenmaal per week terugkeert, op voorwaarde dat hij het bewijs levert dat hij op het Belgisch grondgebied drie jaar bij voortduring werkzaam is geweest en er terzelfdertijd voortdurend verblijf heeft gehad.

§ 2. De perioden van werkzaamheid in een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen worden, voor de beoordeling van de perioden van werkzaamheid bepaald in de in paragraaf 1 bedoelde gevallen, geacht te zijn vervuld op Belgisch grondgebied.

De voorwaarden met betrekking tot de duur van het verblijf en de werkzaamheid gesteld in paragraaf 1, zijn niet vereist voor het verkrijgen van het recht op voortgezet verblijf, indien de echtgenoot van de persoon die een werkzaamheid anders dan in loondienst uitoefent van Belgische nationaliteit is of die nationaliteit verloren heeft ten gevolge van zijn huwelijk met de betrokkene".

Artikel 69.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 69.-

Voor het recht op voortgezet verblijf komen eveneens in aanmerking de in artikel 40, derde lid, van de wet bedoelde familieleden van een persoon die een werkzaamheid anders dan in loondienst uitoefent, die met hem op het Belgisch grondgebied samenwonen, op voorwaarde dat de betrokkene zelf overeenkomstig artikel 68 het recht op voortgezet verblijf op het grondgebied van het Rijk verkregen heeft. Deze bepaling geldt zelfs na het overlijden van de betrokkene.

.../...

Indien de betrokkene echter in de loop van zijn beroepsleven overleden is voordat hij het recht op voortgezet verblijf op het grondgebied van het Rijk verkregen heeft, genieten de familieleden dit recht onder een van de volgende voorwaarden :

- dat de betrokkene op het ogenblik van zijn overlijden twee jaar bij voortduring in België verbleven heeft;
- dat het overlijden te wijten is aan een werkongeval of aan een beroepsziekte;
- dat de overlevende echtgenoot Belg is of de Belgische nationaliteit verloren heeft ten gevolge van zijn huwelijk met de betrokkene".

Artikel 70.

Paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Indien de E.G.-vreemdeling houder is van een verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen die nog geldig is op het tijdstip waarop hij op het recht op voortgezet verblijf aanspraak kan maken, blijft de vestigingsvergunning waarvan hij houder is geldig tot zij vervalt.

Om vernieuwing van die vergunning te verkrijgen, moet de E.G.-vreemdeling bewijzen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In het derde lid van paragraaf 2 moeten de woorden "overeenkomstig het model van bijlage 19" worden ingevoegd na de woorden "een aanvraag tot vestiging".

.../...

Artikel 71.

Vooraan in deze bepaling zouden de woorden "van de werknemer of" moeten vervallen.

+

De inhoud van afdeling 5 zou kunnen worden vereenvoudigd als de artikelen 72 tot 74 werden vervangen door de ene volgende bepaling :

"Artikel ... .-

Om voor artikel 40, vierde lid, van de wet in aanmerking te kunnen komen, moeten de aldaar bedoelde personen het bewijs leveren van hun bloed- of aanverwantschap met een Belg of met diens echtgenoot".

+

Het opschrift van afdeling 6 zou juister zijn indien het als volgt werd geredigeerd :

"Afdeling 6 - Vreemdelingen, onderdanen van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, op wie de afdelingen 1, 2 en 3 geen toepassing vinden".

Artikel 75.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor deze bepaling :

.../...

"Artikel 75.-

Onder vreemdeling, onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, op wie de afdelingen 1, 2 en 3 geen toepassing vinden, wordt verstaan iedere onderdaan van een van die Staten, die het genot van de bepalingen van die afdelingen niet kan opeisen of die er geen aanspraak op wenst te maken".

Artikel 76.

De eerste twee leden van paragraaf 1 zouden beter als volgt worden geredigeerd :

"De in artikel 75 bedoelde vreemdeling, die voornemens is meer dan een jaar in het Rijk te verblijven, wordt, na inzage van de documenten die voor zijn binnenkomst vereist zijn, in het vreemdelingenregister ingeschreven en in het bezit gesteld van een attest van immatriculatie, model B, dat geldig is gedurende drie maanden vanaf de datum van afgifte en eenmaal voor dezelfde duur kan worden verlengd.

Bij zijn inschrijving moet hij een aanvraag om machtiging tot vestiging indienen overeenkomstig het model van bijlage 16".

Het vierde lid zou als volgt moeten worden geredigeerd (cfr. artikel 56, vierde lid) :

"Indien geen enkel bewijs wordt overgelegd, geeft het gemeentebestuur aan de vreemdeling een document af overeenkomstig het model van bijlage 23".

.../...

Het vijfde lid moet vervallen om de reden die is opgegeven in de algemene opmerking nr V.

In het eerste lid van paragraaf 2 dient te worden gelezen : "... tot inschrijving van de vreemdeling in het ...".

Voor de redactie van het tweede lid dient te worden uitgegaan van de tekst die voorgesteld is bij artikel 31, vierde lid; aan het slot van het tweede lid dient te worden gelezen : "... door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 24".

Artikel 77.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 77.-

De in artikel 75 bedoelde vreemdeling, die voornemens is meer dan drie maanden maar minder dan een jaar in het Rijk te verblijven, wordt, na inzage van de documenten die voor zijn binnenkomst vereist zijn ... dat geldig is gedurende drie maanden vanaf de datum van afgifte en om de drie maanden kan worden verlengd".

Artikel 78.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 78.-

De in artikel 75 bedoelde vreemdeling die België binnenkomt voor een verblijf van ten hoogste drie maanden, ontvangt van het gemeentebestuur van de plaats waar hij logeert een document overeenkomstig het model van bijlage 3.

.../...

Dat document is geldig gedurende ten hoogste drie maanden vanaf de datum van binnenkomst in het Rijk.

Indien de vreemdeling niet in het bezit is van de documenten die voor zijn binnenkomst vereist zijn, geeft de Minister van Justitie of zijn gemachtigde hem bevel om het grondgebied te verlaten. Van die beslissing wordt kennis gegeven door afgifte van een document model A, overeenkomstig bijlage 12. Artikel 26 is van toepassing in de andere gevallen".

Het zesde lid van paragraaf 1 moet vervallen om de reden die is opgegeven in de algemene opmerking nr V.

Paragraaf 2, waarvan de inhoud in de voorgestelde tekst verwerkt is, moet vervallen.

Artikel 79.

Voor deze bepaling wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 79.-

§ 1. De in artikel 75 bedoelde vreemdeling die in België verblijft, doch in een aangrenzend land een winstgevende werkzaamheid blijft uitoefenen, wordt, na inzage van de documenten die vereist zijn voor zijn binnenkomst, ingeschreven in het vreemdelingenregister en in het bezit gesteld van een attest van immatriculatie model B, geldig drie maanden vanaf de datum van afgifte.

Zodra de vreemdeling hetzij een door de werkgever verstrekte verklaring van indienstneming of van tewerkstelling, hetzij de documenten die het bewijs leveren, van de uitoefening van zijn beroep overlegt, wordt dit verblijfsdocument van jaar tot jaar verlengd.

.../...

§ 2. De in artikel 75 bedoelde vreemdeling die aan een in de grensstreek van een aangrenzend land gelegen instelling van hoger onderwijs studeert doch in de Belgische grensstreek komt verblijven, wordt, na inzage van de documenten die vereist zijn voor zijn binnenkomst, ingeschreven in het vreemdelingenregister en in het bezit gesteld van een attest van immatriculatie model B, geldig drie maanden vanaf de datum van afgifte.

Zodra de E.G.-vreemdeling het attest overlegt waaruit blijkt dat hij als regelmatig student ingeschreven is in de onderwijsinstelling die het afgeeft ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 80.

In het eerste lid zou moeten worden gelezen :

"... de documenten die vereist zijn voor zijn binnenkomst ...".

In het derde lid vervange men de woorden "om de zes maanden verlengbaar" door de woorden "dat om de zes maanden kan worden verlengd".

Het vierde lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Indien geen enkel bewijs wordt overgelegd, geeft het gemeentebestuur aan de vreemdeling een document model A af overeenkomstig bijlage ...".

Het vijfde lid moet vervallen om de reden die is opgegeven in de algemene opmerking nr V.

.../...

Artikel 81.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 81.-
De familieleden van de in artikel 75 bedoelde vreemdeling worden behandeld overeenkomstig de artikelen 76 tot 80.

Zij moeten bij hun inschrijving het bewijs leveren van hun bloed- of aanverwantschap met de onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen bij wie zij zich vervoegen".

Artikel 82.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 82.-
Tijdens de hele duur van hun verblijf in het Rijk kunnen de in artikel 75 bedoelde vreemdeling en zijn familieleden de toepassing vragen van de bepalingen van afdeling 2 van dit hoofdstuk".

Artikel 83.

Dit artikel moet als overbodig vervallen.

Artikel 84.

Deze bepaling zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 84.-

De Luxemburgse en Nederlandse onderdanen die houder zijn van de documenten die voor hun binnenkomst vereist zijn, mogen slechts worden teruggedreven om een van de redenen opgesomd in artikel 3, 3° en 4°, van de wet.

De beslissing tot terugdrijving wordt hun ter kennis gebracht door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 11".

Artikel 85.

Dit artikel moet vervallen.

Artikelen 86 en 87.

Deze twee bepalingen zijn overbodig.

Artikel 88.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 88.-

Een identiteitskaart voor vreemdeling wordt afgegeven aan de Luxemburgse en Nederlandse onderdanen die in België verblijven, doch in een aangrenzend land een winstgevende werkzaamheid blijven uitoefenen".

.../...

Artikel 89.

Deze bepaling moet vervallen.

Artikel 90.

Voor het eerste lid wordt de volgende lezing voorgesteld :

"De vreemdeling die zich aan de grens aanmeldt zonder in het bezit te zijn van de vereiste documenten en die zich vluchteling verklaart, wordt gemachtigd het Rijk binnen te komen.

De met de grenscontrole belaste overheden geven hem een document af overeenkomstig het model van bijlage 25".

Het tweede lid hoort thuis in de administratieve onderrichting en moet vervallen.

Artikel 91.

De eerste twee leden van paragraaf 2 zouden door de volgende bepaling moeten worden vervangen :

"§ 2. In het geval bedoeld in artikel 50, eerste lid, 2°, van de wet geven de in die bepaling bedoelde overheden aan de betrokkene een document af overeenkomstig het model van bijlage 26".

Het derde lid hoort thuis in de administratieve onderrichting en moet vervallen.

.../...

Artikel 93.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 93.-

Het attest van immatriculatie, afgegeven aan de vreemdeling die zijn erkenning als vluchteling heeft gevraagd, wordt van maand tot maand verlengd om het verblijf te dekken tot op de aanvraag is beschikt.

Wanneer de Minister van Justitie heeft besloten dat de vreemdeling niet gemachtigd is om in de hoedanigheid van vluchteling in het Rijk te verblijven, geeft hij hem bevel het Rijk te verlaten. Het gemeentebestuur geeft van de beslissingen van de Minister kennis door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 14 en neemt het attest van immatriculatie en de documenten die aan de vreemdeling werden afgegeven op het ogenblik dat hij zich vluchteling verklaarde, af".

Het derde lid moet vervallen om de reden die is opgegeven in de algemene opmerking nr V.

Artikel 94.

Dit artikel zou als volgt moeten beginnen :

"De als vluchteling erkende vreemdeling wordt, na ...".

Artikel 95.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 95.-

De vreemdeling die niet als vluchteling erkend wordt, moet het grondgebied verlaten.

De Minister van Justitie of zijn gemachtigde geeft hem daartoe bevel. Het gemeentebestuur geeft hem een document af overeenkomstig het model van bijlage 13 en neemt het attest van immatriculatie en de documenten die hem werden afgegeven op het ogenblik dat hij zich vluchteling verklaarde, af".

Artikel 96.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 96.-

De met de grenscontrole belaste overheden geven aan de vreemdeling die regelmatig het Rijk binnenkomt en die zich vluchteling verklaart, een document af overeenkomstig het model van bijlage 25".

Artikel 97.

Deze bepaling zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 97.-

De overheden bedoeld in artikel 50, eerste lid, 2°, van de wet, geven aan de vreemdeling bedoeld in artikel 51 van diezelfde wet een document af overeenkomstig het model van bijlage 26".

Artikel 98.

Het tweede lid van paragraaf 1 dient als volgt te worden gelezen :

"Na inzage van de voor zijn binnenkomst vereiste documenten en van de documenten die door de met de grenscontrole belaste overheden werden afgegeven, schrijft het gemeentebestuur hem in het vreemdelingenregister in en geeft het hem een attest van immatriculatie model A, af dat geldig is gedurende drie maanden vanaf de datum van afgifte".

Het tweede en het derde lid van paragraaf 2 kunnen beter als volgt worden geredigeerd :

"Na inzage van de voor zijn binnenkomst vereiste documenten en van het document dat werd afgegeven door een van de overheden genoemd in artikel 50, eerste lid, 2°, van de wet, schrijft het gemeentebestuur hem in het vreemdelingenregister in en geeft het hem een attest van immatriculatie model A, af dat geldig is gedurende drie maanden vanaf de datum van afgifte.

Is de vreemdeling reeds in het bezit van een verklaring overeenkomstig het model van bijlage 3, dan wordt dat document hem door het gemeentebestuur afgenomen".

Artikel 99.

Dit artikel moet vervallen.

Artikel 100.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 100.-

Artikel 93, artikel 94 en artikel 95 zijn van toepassing op de gevallen bedoeld in artikel 98".

.../...

Artikel 103.

Het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd (cfr. artikel 95) :

"De in artikel 98 bedoelde vreemdeling die niet als vluchteling erkend wordt, moet het grondgebied verlaten.

De Minister van Justitie of zijn gemachtigde ... (voorts zoals in het voorgestelde artikel 95)".

Artikel 104.

De in dit artikel gestelde regel is zo vanzelfsprekend dat hij ten hoogste in een omzendbrief zou kunnen worden opgenomen.

Artikel 108.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 108.-
De familieleden van de vreemdeling die vraagt om als vluchteling te worden erkend, ontvangen een attest van immatriculatie model A met dezelfde geldigheidsduur als die van het verblijfsdocument van de vreemdeling".

Het tweede en het derde lid van paragraaf 1, en paragraaf 2 die een doublure vormt met artikel 10 van de wet, zijn overbodig en moeten vervallen.

+

.../...

In afdeling 3 dient in het opschrift te worden gelezen : "In een andere Staat erkende vluchtelingen".

+

Vooraan in afdeling 3 zou een nieuw artikel moeten worden ingevoegd dat luidt als volgt :

"Artikel ... .-

Deze afdeling is van toepassing op de vreemdelingen die als vluchteling erkend zijn terwijl zij zich bevonden op het grondgebied van een andere Staat, verdragsluitende partij bij het Verdrag betreffende de status van vluchtelingen en zijn bijlagen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951 en goedgekeurd bij de wet van 25 juni 1953".

Artikel 109 en 110.

Vooraan in paragraaf 1 van elk van deze bepalingen dient te worden gelezen :

"De in artikel ... bedoelde vreemdeling ...",

aldus verwijzend naar het hierboven voorgestelde nieuwe artikel.

Artikel 111.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 111.-

Alvorens het aan de in artikel ... bedoelde vreemdeling afgegeven bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister te verlengen of te vernieuwen, moet het gemeentebestuur nagaan of de reistitel verlengd werd. Zo ja, dan verlengt of vernieuwt

.../...

het het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister. Zo neen, dan verzoekt het de vreemdeling, door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 29, zijn reistitel te laten verlengen".

Artikel 112.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 112.-

De in artikel ... bedoelde vreemdeling kan de bevestiging van zijn hoedanigheid aanvragen bij de Minister van Buitenlandse Zaken of bij de internationale overheid waaraan de Minister zijn bevoegdheid heeft overgedragen, op voorwaarde dat hij sedert achttien maanden regelmatig en zonder onderbreking in België verbleven heeft en de duur van zijn verblijf niet om een bepaalde reden beperkt werd".

Artikelen 113 en 114.

Deze artikelen moeten als overbodig vervallen; het tweede is daarenboven dubbelzinnig doordat het een grond tot verwijdering lijkt in te voeren waarin de wet niet voorziet.

Artikel 115.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 115.-

§ 1. De aanvraag om toelating tot verblijf, bedoeld in artikel 55 van de wet, wordt bij de Minister van Justitie of zijn gemachtigde ingediend, hetzij rechtstreeks, hetzij door toedoen van de burgemeester van de gemeente waar de vreemdeling zich bevindt.

.../...

De aanvraag die rechtstreeks aan de Minister of zijn gemachtigde wordt gericht, ontslaat de vreemdeling niet van de verplichting om zich bij het gemeentebestuur aan te melden. Dat bestuur schrijft de betrokkene in het vreemdelingenregister in en geeft hem een attest van immatriculatie model A, af dat geldig is gedurende drie maanden vanaf de datum van afgifte en eenmaal voor dezelfde duur kan worden verlengd.

Is de beslissing gunstig of wordt, binnen de termijn van zes maanden, geen beslissing ter kennis van het gemeentebestuur gebracht, dan geeft dat bestuur het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister af.

Indien de Minister van Justitie aan de vreemdeling de toelating tot verblijf weigert om redenen van openbare orde of van 's lands veiligheid, geeft hij hem bevel om het grondgebied te verlaten. Het gemeentebestuur geeft hem van beide beslissingen kennis door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 14.

§ 2. Artikel 108 is van toepassing op de familieleden van de in paragraaf 1 bedoelde vreemdeling.

§ 3. Artikel 112 is van toepassing op de in paragraaf 1 bedoelde vreemdeling die toelating heeft gekregen om in het Rijk te verblijven".

Artikel 116.

Dit artikel moet vervallen.

Artikel 117.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 117.-

De bepalingen betreffende de vluchteling zijn van toepassing op de vreemdeling bedoeld in artikel 57 van de wet en op zijn familieleden".

Artikelen 118 tot 121.

Deze artikelen moeten vervallen.

Artikel 122.

Deze bepaling zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 122.-

De vreemdeling die door de Minister van Justitie met de vluchteling wordt gelijkgesteld, wordt in het bezit gesteld van een certificaat van gelijkgestelde met de vluchteling overeenkomstig het model van bijlage 30".

Artikel 123.

De paragrafen 1 en 2 zouden tot de volgende bepalingen moeten worden herleid :

"De vreemdeling wiens aanvraag om gelijkstelling met de vluchteling door de Minister van Justitie geweigerd is, wordt van die beslissing in kennis gesteld door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 31.

Hij moet het grondgebied verlaten. De Minister van Justitie geeft hem daartoe bevel. Het gemeentebestuur geeft hem een document af overeenkomstig bijlage ... en neemt hem het attest van immatriculatie en de documenten af die hem werden gegeven op het ogenblik dat hij zich vluchteling verklaarde".

.../...

Paragraaf 3 moet vervallen om de reden die is opgegeven in de algemene opmerking nr V.

Artikelen 124, 125 en 126.

Deze artikelen moeten vervallen.

Artikel 127.

Deze bepaling zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 127.-

De staatloze en zijn familieleden zijn onderworpen aan de algemene reglementering.

Wanneer de staatloze echter gemachtigd is om meer dan drie maanden in het Rijk te verblijven, geeft het gemeentebestuur hem een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister af waarvan de vervaldatum drie maanden vroeger valt dan die van de reistitel.

In afwijking van artikel 37, § 2, mag de verblijfstitel een geldigheidsduur hebben van minder dan een jaar.

De artikelen 105 en 111 zijn van toepassing op de staatloze die gemachtigd is om in het Rijk te verblijven".

Artikelen 128 en 129.

Deze bepalingen dienen te vervallen.

Artikel 130.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd om nogmaals herhaling te vermijden :

"Artikel 130.-

De machtiging tot voorlopig verblijf die aan een student wordt afgegeven overeenkomstig artikel 58 van de wet, wordt beperkt tot de duur van zijn studiën. Zij maakt melding van datgene van de in artikel 59 van de wet bepaalde attesten, op overlegging waarvan de machtiging is afgegeven".

Artikel 131.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 131.-

Indien de betrokkene houder is van de machtiging tot voorlopig verblijf, afgegeven op overlegging van een attest van inschrijving als regelmatig leerling of student, wordt hem het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister of het identiteitsstuk voor kinderen van minder dan twaalf jaar afgegeven.

In afwijking aan artikel 37, § 2, mag de verblijfstitel van een student een geldigheidsduur hebben van meer of minder dan een jaar.

Indien de betrokkene houder is van de machtiging tot voorlopig verblijf, afgegeven op overlegging van een attest waaruit blijkt, hetzij dat hij tot de studiën is toegelaten of ingeschreven is voor een toelatingsexamen, hetzij dat hij een aanvraag ingediend heeft tot het verkrijgen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, wordt hem een attest van immatriculatie model A, afgegeven dat geldig is gedurende vier maanden vanaf de datum van binnenkomst.

.../...

Bij het overleggen door de student van het nieuwe attest, bedoeld in artikel 59, derde lid, van de wet, geeft het gemeentebestuur hem een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister of het identiteitsstuk voor kinderen van minder dan twaalf jaar af.

De student die artikel 59, derde lid, van de wet niet heeft nageleefd, wordt in het bezit gesteld van een document, model A, overeenkomstig bijlage 13".

Het laatste lid van paragraaf 3 van het ontwerp moet vervallen om de reden die is opgegeven in de algemene opmerking nr V.

Artikelen 132 tot 134.

Deze artikelen moeten vervallen.

Artikel 135.

Dit artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 135.-

De vreemde student moet zich bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats aanmelden om de verlenging of de vernieuwing van zijn verblijfsvergunning aan te vragen, uiterlijk een maand vóór de vervaldatum.

De verbintenis tot ten laste neming, bedoeld in artikel 60, eerste lid, 2°, van de wet, moet in overeenstemming zijn met het model van bijlage 32.

.../...

Indien de student de vereiste documenten niet overlegt, verzoekt het gemeentebestuur hem, door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 29, het nodige te doen vóór het verstrijken van zijn verblijfsvergunning".

Artikel 136.

Dit artikel moet vervallen.

Artikel 137.

Het tweede lid van paragraaf 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Na inzage van de documenten die vereist zijn ... geeft het gemeentebestuur hem een document af overeenkomstig het model van bijlage 33".

Het derde en het vierde lid van paragraaf 1 moeten vervallen.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 2 :

"§ 2. Paragraaf is van toepassing op de vreemdeling die niet de nationaliteit bezit van het aangrenzend land waar hij zijn gewoon verblijf heeft, op voorwaarde dat hij een door de overheden van dat land afgegeven geldig verblijfsdocument overlegt".

Artikel 138.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 138.-

De familieleden van de student ontvangen dezelfde documenten als hij, met dezelfde geldigheidsduur".

+

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat artikel 148 van het ontwerp na artikel 138 zou moeten komen in de volgende lezing :

"Artikel ... .-

De vreemdeling die bij de inwerkingtreding van de wet reeds in het Rijk verblijft en er, als regelmatig leerling of student, de lessen volgt in een onderwijsinstelling die niet door de Staat georganiseerd, erkend of gesubsidieerd is, wordt gemachtigd om in die instelling, de aangevangen studiecyclus verder te zetten op voorwaarde dat hij overlegt :

1° een attest van inschrijving als regelmatig leerling of student, ten minste in het tweede jaar, voor het nieuwe school- of academiejaar, afgegeven doorde onderwijsinstelling die hij tijdens het school- of academiejaar 1980-1981 heeft bezocht;

2° het bewijs van voldoende middelen van bestaan;

3° een attest dat bevestigt dat hij zich voor de eindejaarsexamens aangemeld heeft".

Artikel 143.

In het tweede lid dient te worden gelezen :

"Bij zijn melding geeft dat bestuur, na inzage van de documenten die vereist zijn voor zijn binnenkomst, hem een document af overeenkomstig het model van bijlage 15".

.../...

Artikel 145.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 145.-

Elk verzoek tot herziening zet de argumenten uiteen die de vreemdeling aanvoert.

Het wordt door de vreemdeling of door zijn raadsman, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Minister van Justitie, bij gebreke waarvan het bewijs dat de in artikel 65 van de wet bepaalde termijn is nageleefd, door alle wettelijke middelen kan worden geleverd".

Artikel 146.

Dit artikel zou in twee afzonderlijke artikelen moeten worden gesplitst, die als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel ... .-

Wanneer de Minister van Justitie het verzoek verwerpt, wordt aan de vreemdeling van die beslissing kennis gegeven door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 33bis.

Artikel ... .-

Wanneer een verzoek tot herziening wordt gericht tegen een beslissing die verwijdering uit het Rijk meebrengt, geeft het gemeentebestuur, op onderrichting van de Minister van Justitie of zijn gemachtigde, aan de betrokkene een document af overeenkomstig het model van bijlage 33ter.

Dat document wordt van maand tot maand verlengd totdat op het verzoek tot herziening is beschikt.

Wanneer de Minister van Justitie de aanvraag verwerpt, wordt de vreemdeling van die beslissing op de hoogte gebracht door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 34".

.../...

Het vierde lid van artikel 146 dient te vervallen om de reden die is opgegeven in de algemene opmerking nr V.

Artikel 147.

Dit artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 147.-

Het verzoek tot opheffing van een veiligheidsmaatregel, andere dan de vrijheidsberoving, zet de argumenten uiteen die de vreemdeling aanvoert.

Het wordt door de vreemdeling of door zijn raadsman, bij een ter post aangetekende brief, aan de Minister van Justitie gericht".

+

Het opschrift van titel IV zou eenvoudiger als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Titel IV - Opheffings- en slotbepalingen".

+

Artikel 149.

In de Nederlandse tekst van dit artikel schrijve men : "zaterdagen, zondagen en feestdagen", in plaats van "zater-, zon- en feestdagen".

.../...

Artikel 150.

Dit artikel moet vervallen.

Artikel 151.

Het eerste, het derde en het vierde lid moeten als overbodig vervallen.

Het overblijvende tweede lid kan beter als volgt worden gelezen :

"Iedere afgenomen vergunning of ieder afgenomen document wordt onmiddellijk vervangen door een attest overeenkomstig het model van bijlage 35".

Artikel 152.

Om de redenen die zijn opgegeven in de algemene opmerking nr V, zou dit artikel als volgt moeten worden geredigeerd :

"De Minister van Justitie of zijn gemachtigde bepaalt, in elk geval, overeenkomstig de artikelen 7 en 25 van de wet, de termijn die aan een vreemdeling wordt toegestaan om het grondgebied van het Rijk te verlaten".

Artikel 153.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 153.-

Behoudens bijzondere beslissing van de Minister van Justitie of zijn gemachtigde, mag geen bevel om het grondgebied te verlaten worden afgegeven aan een vreemdeling die minder dan achttien jaar oud is of die volgens zijn personeel statuut minderjarig is.

Dat bevel om het grondgebied te verlaten wordt vervangen door een bevel tot terugbrenging overeenkomstig het model van bijlage 36 ...".

Artikel 154.

Aan het slot van het eerste lid van dit artikel dient te worden gelezen : "... een document overeenkomstig het model van bijlage 15 ...".

Artikel 157.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 157.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

SLOTOPMERKING.

De bijlagen zullen vanzelfsprekend moeten worden aangepast aan de nieuwe tekst in zover daarin rekening zal worden gehouden met de hiervoren geformuleerde opmerkingen en voorstellen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.